

DOCTRINE TACTIQUE

N° SPÉCIAL
2010



Des armes
et des coeurs:
les paradoxes
des guerres
d'aujourd'hui



6^e Rencontre Retour d'Expérience et Prospective
Colloque international du 23 novembre 2009



Sommaire DOC SPE 01/10

Allocution d'ouverture par le Général de division Thierry Ollivier page 3

Commanding General's Welcome Address page 3

Mot d'accueil de Monsieur le Député Louis Giscard d'Estaing page 6

Introduction par le Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou, consultant CEIS page 8

Actes du colloque
Synthèse par le Colonel © François Mirikelam page 10

Conference Proceedings
by Colonel François Mirikelam, Army Reserve page 10

PREMIERE TABLE RONDE : «TEMOIGNAGES» page 25

Témoignage d'un commandant de bataillon en Afghanistan
par le Colonel Franck Chatelus page 26

L'expérience du théâtre libanais
par le Général de division Olivier de Bavinchove page 29

Le cas du Kosovo par Madame Delphine Borione page 33

La complémentarité civilo-militaire à la lumière
des opérations d'aujourd'hui par Madame Sarah Chayes page 37

SECONDE TABLE RONDE : «PROSPECTIVES» page 40

«Vers une nouvelle complémentarité civilo-militaire à l'OTAN»
par le Général de division Michel Stollsteiner page 41

«Quels engagements pour nos Forces terrestres dans
un environnement islamique ? » par Monsieur Benjamin Salama page 45

«Quelles évolutions pour ces paradoxes dans les engagements
terrestres de demain ? » par Monsieur Etienne de Durand page 48

Allocution de clôture du Général d'armée Elrick Irastorza,
Chef d'état-major de l'armée de Terre page 52



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GÉNÉRAL (2S) CLAUDE KOESSLER

RÉDACTRICE EN CHEF : CAPITAINE GWENAËLLE DENONIN - ☎ : 01 44 42 35 91 - PNIA : 821.753.35.91

DIFFUSION, RELATIONS AVEC LES ABONNÉS : MAJOR CATHERINE BRÉJEON - ☎ : 01 44 42 43 18 - PNIA : 821.753.43 18

RELECTURE DES TRADUCTIONS : LCL HENROT ☎ : 01 44 42 51 48 MEL : LUC.HENROT@TERRE.NET.DEFENSE.GOUV.FR

MAQUETTE : CHRISTINE VILLEY - ☎ : 01 44 42 59 86 - PNIA : 821.753.59.86 - CRÉATION : AMARENA

GRAPHISTE : NANCI FAUQUET ☎ : 01 44 42 81 74

CRÉDITS PHOTOS : 1^{er} DE COUVERTURE : - 4^e DE COUVERTURE : JEAN-RAPHAËL DRAHI/SIRPA TERRE

DIFFUSION : ÉTABLISSEMENT DE DIFFUSION, D'IMPRESSION ET D'ARCHIVES DU COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE DE SAINT-ETIENNE

IMPRESSION : IMPRIMERIE BIALEC - 95 BOULEVARD D'AUSTRASIE - BP 10423 - 54001 NANCY CEDEX

TIRAGE : 3 300 EXEMPLAIRES - DÉPÔT LÉGAL : À PARUTION ISSN : 1959-6340 - TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS.

REVUE TRIMESTRIELLE : CONFORMÉMENT À LA LOI «INFORMATIQUE ET LIBERTÉS» N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978, LE FICHER DES ABONNÉS À DOCTRINE A FAIT L'OBJET D'UNE DÉCLARATION AUPRÈS DE LA CNIL, ENREGISTRÉE SOUS LE N° 732939. LE DROIT D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION S'EFFECTUE AUPRÈS DU CDEF. CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES - 21, PLACE JOFFRE 75700 PARIS SP 07.

WEB : WWW.CDEF.TERRE.DEFENSE.GOUV.FR

MEL : PUB-DAD.CDEF@TERRE.NET.DEFENSE.GOUV.FR



Allocution d'ouverture

par le Général de division Thierry Ollivier

«...une simultanéité d'approches si opposées qu'il nous faut des soldats aussi forts et courageux qu'attentifs et humains...»

Je voudrais ouvrir d'abord des guillemets: *«Lorsqu'en détruisant un repaire de rebelles, on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon».*

Ces mots d'actualité ont été écrits par le Maréchal Lyautey dans ses *Lettres du Tonkin et de Madagascar* en 1921 !

A la lumière de cette citation souvent répétée ces temps-ci, et pas seulement en France, je vais faire 3 observations.



Première Observation

Aujourd'hui, dans nos opérations dites de stabilisation, l'action militaire coercitive par le fer et le feu s'avère indispensable pour imposer l'ascendant et neutraliser des adversaires déterminés. La dureté des engagements de nos unités terrestres au contact, sous le feu de l'ennemi, représente la réalité de plusieurs théâtres d'opérations. Selon les théâtres, c'est une dureté ici plus ou moins éruptive, là quotidienne et lancinante.

Permettez-moi de rappeler ce que le Chef d'Etat-Major des Armées déclarait le 9 octobre dernier devant la 61^e session de l'IHEDN :

Parmi les facteurs qui caractérisent nos engagements opérationnels aujourd'hui, c'est la notion de durcissement qui est au cœur de mes préoccupations. Notre engagement en Afghanistan est à cet égard parfaitement emblématique.

Commanding General's Welcome Address

First of all I would like to use quotation marks: *"When destroying a rebel stronghold, if we think about the market which will be established in its place the next day, we should seize it in a different way".*

These words, which are still relevant today, were written by Marshal Lyautey in his *"Letters from Tonkin and Madagascar"* in 1921! In the light of this quotation, which is often repeated nowadays and not only in France, I would like to emphasize three points.

THE FIRST POINT is that today, in our operations which we call "stabilization", military action by fire and sword proves to be essential to gain advantage over and to neutralize determined enemies. The hardness of the engagements of our units in contact and under enemy fire, reflects the reality of several theaters of operations. Depending on the theaters, that hardness may occur either in an eruptive way, or insistently on a daily basis.

Let me remind you of what the Chief of Defense Staff said last October 9th while addressing the 61st session of IHEDN (Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale: French Institute for Higher Defense Studies): *"Among the factors that characterize our operational engagements of today, the concept of hardening is our greatest concern. In this regard, this is perfectly epitomized by our commitment in Afghanistan."*

1 US equivalent would be General of the Army

Our soldiers operate there within the framework of an insurgency war, a form of combat which is extremely complex, in which both very low and very high intensity are permanently mixing, and in which eventually constancy and tenacity will more than ever be the key factors of success. In those engagements we are confronted with ever tougher and more resolute opponents. ”

Those were the words of the Chief of Defense Staff.

While speaking to you today, I would add that all this does not apply only to the reference made by the Chief of Defense Staff to Afghanistan: in order to face successfully that hardening and protect more efficiently our land forces against bursts of violence which are always to be expected, France has deployed in Lebanon heavy equipment, among which Leclerc main battle tanks (MBTs) and armored artillery guns. In Kosovo or Africa, AMX armored fighting vehicles have been deployed to improve protection of our soldiers and respond to incidents which are more or less sporadic, but often extremely violent.

MY SECOND POINT is that at the same time and in the same place, the stake of our engagements is still basically the civilian population: in amazing cultural confrontations, in towns and villages, on roadsides or down in valleys, our soldiers have moreover to win the confidence of the populace, convince and assist them concretely in the slow process of reconstructing a weakened country.

To illustrate this, I shall quote part of a statement from the Defense Staff which was issued last October 26th. It is quite revealing!

From October 14th to October 16th 2009, the BATFRA (French Battalion), supported by civil-military cooperation (CIMIC) teams, conducted Operation Octavina in the Tizin valley. Five agricultural kits and five masonry kits were supplied for the villages of Jorobay and Tizin E Khas. These tools were offered together with blankets and one metric ton of alfalfa seeds, 10 kilograms for each family. Moreover, a team of engineers, equipped with a multipurpose combat engineer vehicle, built a trail to open up the village in view of next winter.

Nos hommes y interviennent dans le cadre d'une guerre insurrectionnelle, forme de combat extrêmement délicate dans laquelle se côtoient en permanence la très basse et la très haute intensité et dans laquelle, enfin, la constance et l'opiniâtreté seront plus que jamais les facteurs clés du succès. Nous sommes confrontés dans ces engagements à des adversaires de plus en plus durs et déterminés. Fin de citation.

Ici devant vous, j'ajouterai que tout cela ne concerne pas que la référence afghane prise par le CEMA : pour faire face à ce durcissement et mieux protéger nos forces terrestres contre un -toujours possible- déchaînement de violences, au Liban la France a déployé des matériels lourds, dont des chars Leclerc et des pièces d'artillerie blindée. Au Kosovo ou en Afrique, des véhicules de combat blindés AMX ont été déployés pour mieux protéger nos hommes et agir lors d'incidents plus ou moins sporadiques, souvent d'une rare violence.



Deuxième Observation

Dans le même temps et sur les mêmes lieux, l'enjeu de nos engagements demeure fondamentalement la population : dans des confrontations culturelles étonnantes, au sein des villes et des villages, au bord des routes ou au fond des vallées, nos soldats doivent en plus gagner la confiance des habitants, les convaincre et les accompagner, concrètement, dans le processus lent de reconstruction d'un pays fragilisé.

A titre d'illustration, je vous lis un extrait de communiqué de l'état-major des armées diffusé le 26 octobre dernier. Il est très illustratif !

Du 14 au 16 octobre 2009, le BATFRA, appuyé par les équipes des actions de coopération civilo-militaire (CIMIC), a conduit l'opération Octavina en vallée de Tizin.

Cinq kits agricoles et cinq kits de maçonnerie ont été remis aux villages de Jorobay et Tizin E Khas. Ce don d'outils a été accompagné d'une distribution de couvertures et d'une tonne de semences de luzerne à raison de 10 kilos par famille. Une équipe de sapeurs avec son moyen polyvalent du génie a également construit une piste permettant de désenclaver le village en vue de Phiver. Un médecin du bataillon français a réalisé une trentaine de consultations médicales au profit des villageois. Enfin, le BATFRA a donné un tracteur et sa remorque à la manteqa (communauté des villages).

Lors de la shura, le dialogue avec les maleks de la vallée a permis de faire le point sur la conduite des projets en cours et débattre des actions de développement futures.

Fin de citation.

« En clair, il ne s'agit pas de gagner la guerre mais de gagner la population à une cause commune. »

Troisième Observation (de synthèse)

Nous sommes dans une simultanéité d'approches si opposées qu'il nous faut des soldats aussi forts et courageux qu'attentifs et humains, dans des modes d'action différenciés, d'une réactivité totale, avec des équipements à la fois adaptés et polyvalents. Le défi est de taille ! Les opérations de stabilisation, notamment en contre-rébellion, se traduisent concrètement par une véritable course d'influence entre les insurgés et nous, pour « gagner les cœurs et les esprits ». Cela implique que les populations aient la certitude d'être protégées par nos actions armées ou notre posture. Cela nous oblige à leur prouver que la satisfaction de leurs attentes matérielles de développement passe autant par une aide matérielle concrète que par le succès de nos armes. En clair, il ne s'agit pas de gagner la guerre mais de gagner **la population** à une cause commune. Dans un tel champ de bataille alternatif, l'opinion publique et les rumeurs s'avèrent parfois plus influentes que les faits ou la puissance de feu. Et le comportement de nos soldats importe autant que l'efficacité de leurs armes. C'est là qu'on revient aux paroles de Lyautey...

Le thème du jour reprend cette complémentarité étonnante et compliquée, synergie entre la force et l'adhésion : « des armes et des cœurs, paradoxes des guerres d'aujourd'hui ».



A doctor of the French Battalion performed some thirty medical examinations among the villagers. Last, the French Battalion gave a tractor together with its trailer to the mantega (community of villages). In the course of the shura, discussions with the Maleks of the valley enabled an assessment of the progress made in ongoing projects, and to debate over future development activities.

End of quotation.

MY THIRD POINT, and to summarize, is that we have to face simultaneously a number of approaches which are so opposed to each other that we need soldiers showing as much strength and courage as consideration and humane behavior, conducting differentiated courses of action, thoroughly responsive, and having adequate and versatile equipment. This is an impressive challenge! Stabilization operations, particularly in counter-rebellion, take the shape on terrain of a race for influence between us and insurgents, in order to "win the hearts and minds". This implies that the populace must be sure to be protected either by the actions we perform or by our posture. This compels us to show them that their expectations of material development will be fulfilled as much by material aid as by our military success. In other words, the point is not so much to win the war as to win over **the populace** to a common cause. On such an alternative battlefield, public opinion and rumor often prove to be more influential than facts or firepower; and the behavior of our soldiers is as important as the efficiency of their weapons. And this is where Lyautey's words are most relevant...

What is on the agenda today assumes that surprising complementariness and complex synergy between force and adherence: "weapons and hearts, the paradoxes of today's wars".

Mot d'accueil

par Monsieur le Député Louis Giscard d'Estaing

«... la France présente la caractéristique de participer en moyenne avec environ 12.000 hommes et femmes, à cinq opérations extérieures majeures.»



© Bruno Biasutto / DICOD

Merci de me permettre effectivement d'ouvrir ce très intéressant colloque à l'initiative du Centre de doctrine d'emploi des forces. Je suis effectivement heureux de pouvoir en cette circonstance avoir la double casquette, le double képi, de vous accueillir ici à l'assemblée nationale au nom en particulier de Guy Teissier, président de la commission de la défense, qui est effectivement excusé pour cet après-midi, et en mon nom propre en tant à la fois que réserviste opérationnel sous contrat au ESR, au sein de la doctrine de l'emploi des forces, mais aussi en

tant que vice président de la commission des finances et rapporteur spécial de la mission défense, de la mission opérationnelle de défense. Comme vous le savez, nous partageons cette mission avec mon collègue Jean-Michel Fourgous.

Donc je voudrais Amiral, messieurs les officiers, mesdames et messieurs les officiers généraux, officiers supérieurs, officiers, sous-officiers, cadres de la défense, représentants des administrations publiques, représentant aussi l'ensemble des entre-

prises concernées par la défense, je voudrais vous dire à quel point, je crois que ce thème que vous avez choisi est important. En effet, la France présente la caractéristique de participer en moyenne avec environ 12.000 hommes et femmes, à cinq opérations extérieures majeures. Parmi les pays comparables, seul le Royaume Uni atteint un niveau équivalent au nôtre. La dispersion à laquelle est confrontée notre armée génère un coût financier important en matière de logistique et également les difficultés opérationnelles humaines et matérielles liées à cette dispersion. Vous savez que nous travaillons en liaison avec la Cour des comptes. Elle a réalisé une mission sur les opérations extérieures au printemps dernier et a estimé que pour avoir les 12.000 militaires en dehors de nos frontières cela nécessitait, compte tenu de la durée des séjours individuels, la rotation d'environ 40.000 hommes et femmes. En 2003, année d'activité particulièrement intense, 51.000 militaires ont servi en opérations extérieures à tour de rôle sur les cinq théâtres les plus importants : en Afghanistan, (3.400 hommes auxquels il faut ajouter le détachement Air basé au Tadjikistan et l'opération navale Héraclès), au Kosovo, où la France

participe à la KFOR de l'OTAN et à la mission EULEX de l'Union européenne,

au Liban, avec

1.500 hommes,

au Tchad, avec

1.100 hommes déployés dans le dispositif Epervier et 230 dans le cadre de l'opération Boali depuis 2003, en Côte d'Ivoire, avec 2.000 militaires auxquels s'ajoute 200 autres au titre de la contribution française à l'ONUCI. Ce volume moyen constant des opérations extérieures induit des dépenses d'environ 850 millions d'euros en 2008 et en 2009.

La Commission des finances de l'Assemblée nationale est préoccupée non seulement par le coût de ces opérations confiées à nos forces, imputées au budget de la défense, mais qui revêtent également une dimension civile. En effet lorsqu'elles se trouvent en opérations, les forces françaises font profiter les populations locales d'un certain nombre d'actions qui s'apparentent davantage à de l'aide au développement qu'à de la défense. La dimension humaine est alors placée au cœur de l'action des forces. Il en est ainsi de l'aide médicale aux populations. Les médecins et les chirurgiens du service de santé des armées interviennent au profit des populations locales déshéritées dans les pays où le système de soins est le plus souvent défaillant pour un coût de 4,5 millions d'euros par an - trop peu mis en valeur. De la même manière des actions dites civilo-militaires, en réalité plus civiles que militaires sont menées sur tous les théâtres afin de mieux faire accepter par la population sa présence sur les territoires où elles stationnent. Rénovation d'un pont, d'un bâtiment public, d'un dispensaire, d'une pompe à eau, rétablissements des réseaux d'eau et d'électricité font partie

« des armes
et
des cœurs »

des actions menées dans ce cadre. Il faut y ajouter l'aide apportée aux contingents étrangers : marocain au Kosovo, albanais au Tchad...

En Afghanistan, au même titre que l'Armée américaine ou les armées américaine, britannique, allemande, l'armée française contribue gratuitement à la formation de l'armée nationale afghane. Cet effort dont le coût ne semble pas être précisément chiffré, est imputé lui aussi sur le budget des opérations extérieures du ministère de la Défense, alors qu'à bien des égards, au sens de la loi organique sur la loi de finances, il pourrait s'apparenter à une action de coopération.

L'une des propositions du rapport de la Mission d'évaluation et de contrôle que j'ai mené avec ma collègue Françoise Ollivier-Coupeau, consistait justement à demander que soient distinguées dans le coût des opérations les dépenses qui relèvent réellement de la défense et celles ressortissant de la

coopération, ou à l'aide au développement. Nous avons également proposé d'impliquer d'autres partenaires ou organisations à l'image du processus RECAMP destiné au renforcement des capacités africaines de maintien de la paix sur leur continent. Devenu européen en, 2007, sous le nouveau sigle d'Euro RECAMP, ce processus regroupe désormais 40 pays, et est censé être devenu un instrument de la PESD au service de la paix en Afrique. Les résultats obtenus apparaissent pour le moins modestes. C'est pourquoi l'une des propositions de la mission d'évaluation de contrôle a consisté précisément à demander à la diplomatie française de pousser à une plus grande implication des partenaires de la France. Le rapport auquel j'ai fait référence pose nombre d'autres questions sur ce sujet, mais je suis certain que cette première réflexion relative au caractère civil des actions menées au profit des populations ne manquera pas d'ouvrir le débat d'un colloque justement intitulé « Des armes et des cœurs ».



© Bruno Biasutto / DICOD

Introduction

par le Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou, consultant CEIS

«... il me semble que le champ d'action, très large et très diversifié, de nos soldats sur les théâtres d'opérations constitue la difficulté centrale.»

Mesdames et Messieurs,

C'est pour CEIS et moi-même un grand plaisir d'accompagner une nouvelle fois le Centre de doctrine d'emploi des forces à l'occasion de cette sixième rencontre consacrée au retour d'expérience et à la prospective.

Je voudrais, si vous le permettez, ajouter quelques mots aux propos de monsieur le député Louis Giscard d'Estaing et du général de division Thierry Ollivier.

Pour mener à bien les missions extérieures, telles qu'elles se présentent aujourd'hui, je ne crois pas qu'il suffise de gagner les cœurs mais c'est, j'en suis convaincu, nécessaire.

Lors des rencontres organisées par le CDEF en 2006 : «*Anticiper et gérer la sortie de crise*», puis en 2007 : «*Reconstruire ensemble*», plusieurs témoignages et retours d'expérience nous avaient montré combien les obstacles étaient nombreux et grandes les difficultés pour nos soldats confrontés aux réalités du terrain.

Comme l'a fort bien souligné le général Ollivier, il me semble que le champ d'action, très large et très diversifié, de nos soldats sur les théâtres d'opérations

constitue la difficulté centrale. Comment en effet mener en même temps, avec les mêmes hommes, sur un même théâtre, des missions aussi éloignées que des actions de combat violent – par le fer et le feu, comme cela vient d'être rappelé à l'instant – et des missions d'action humanitaire, de reconstruction ou de soutien aux populations ?

Certes, ces missions variées et changeantes sont exaltantes et motivantes pour les hommes sur le terrain, mais j'ajoute qu'elles sont très

exigeantes. En particulier, toutes les relations avec les populations locales demandent un engagement personnel et une implication permanente de chacun pour gagner leur confiance. Or, sans cette confiance, rien n'est possible.

Ceci veut dire que lorsque l'on décide de participer à une opération extérieure, il faut remplir au moins deux conditions :

- chaque acteur doit savoir ce qu'il doit faire, le but à atteindre ; ce qui suppose que la mission soit clairement définie et comprise ;



© Bruno Biasutto / DICOD

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

- chacun sur le terrain, jusqu'à l'échelon le plus bas, doit être compétent et préparé à agir en fonction de l'environnement local ; ce qui suppose une formation et un entraînement solides. Cette exigence n'est pas aisée à remplir lorsqu'on ne parle pas la langue du pays.

Gagner les cœurs ne va pas de soi quand on est amené à faire usage de ses armes pour se protéger et se défendre ou protéger les populations dont on a la charge. Ce qui va forcément se produire à un moment ou à un autre, puisque la menace est permanente sur tous les théâtres d'opérations, et pas seulement en Afghanistan.

Gagner les cœurs ne va pas non plus de soi lorsque les forces d'intervention

deviennent, avec le temps, des forces d'occupation. Elles cristallisent alors toutes les critiques, puis les rancœurs, puis les haines car elles sont devenues la cause de tous les maux. C'est toujours ainsi que les choses se passent quand des soldats restent trop longtemps chez les autres sans y être invités, et il n'y a pas de raison pour que cela change.

Lorsque que je regarde les reportages à la télévision montrant des soldats de la coalition porter la bonne parole aux paysans et donner des jouets aux enfants au fond des vallées afghanes, alors que ces mêmes soldats, armés jusqu'au cou sont constamment sur la défensive, pointant leurs armes dans toutes les directions, je m'interroge, et je ne suis pas le seul, sur les chances de réussite de leur mission.

« Gagner les cœurs ne va pas de soi ... »

La question que nous abordons aujourd'hui est essentielle car la réponse que nous pouvons y apporter est déterminante pour le succès de nos forces armées. Et cette question est centrale pour les forces terrestres, toujours aux premières loges sur tous les théâtres d'opérations où elles sont partout confrontées aux mêmes problèmes et aux mêmes difficultés.



à Briançon, le 27^e BCA s'entraîne à des situations simulées

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

Actes du colloque

(Synthèse par le Colonel (R) François Mirikelan)

«Seul l'engagement politique s'appuyant sur une approche globale et intégrée, permettant d'avoir recours à l'ensemble des instruments de la puissance, peut permettre d'arriver à une solution et à la réconciliation.»

CONFERENCE PROCEEDINGS

By COLONEL FRANÇOIS MIRIKELAM, ARMY RESERVE

«A solution can be found and reconciliation achieved only through a political commitment which relies on an overall and comprehensive approach, using the whole spectrum of the tools of power (whether military, diplomatic, economic...)». All the texts appearing in the following conference proceedings originate from the debates and research which occurred during the meeting called "Weapons and hearts: the paradoxes of today's wars". The statements reported in this special issue of DOCTRINE are solely intended to be apart of the research work, and can by no means be perceived as an official stance.

1 - THE CURRENT CONTEXT

For more than ten years the Army has been resuming its role as a genuine employment force, deploying in numerous overseas operations, which now have assumed the status of war operations, and no longer interposition missions.

Thus the army, in support of the nation's political as well as diplomatic action, is committed in crisis management activities which most often are stretched in time. Some aspects of those crises may occasionally be identified as war. Today's military operations are complex and multidimensional. In the last few decades, the settlement of those crises was generally achieved through a more or less wholehearted agreement from the parties in conflict. Today's engagements show that the goodwill of those parties is more difficult to obtain, resulting in the reappearance of open engagements, in other words of warfighting, against determined and tenacious opponents; these, precisely, refuse to embrace the patterns of crisis resolution suggested by the international community.

Tous les textes présents dans ces actes du colloque sont issus des réflexions et débats qui ont eu lieu lors de la rencontre « des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui ». Les propos rapportés dans ce numéro spécial de doctrine n'ont pour seul objet que de participer à la réflexion et ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une position officielle.

1 - Le contexte actuel

Depuis plus de dix ans, l'armée de Terre est redevenue une véritable armée d'emploi, multipliant les opérations extérieures, qui sont désormais passées de missions d'interposition à de véritables missions de guerre.

L'armée de Terre est ainsi engagée, en soutien de l'action politique et diplomatique de la nation, dans la gestion de crises le plus souvent dans la durée. Ces crises peuvent prendre à certain moment des aspects de guerre.

Les opérations militaires d'aujourd'hui sont complexes et multidimensionnelles.

Au cours des dernières décennies, le règlement de ces crises s'effectuait généralement avec le consentement plus ou moins enthousiaste des belligérants. Les engagements d'aujourd'hui montrent que la bonne volonté des parties prenantes est plus difficile à obtenir. On en revient à des engagements ouverts, en un mot au combat, face à des adversaires déterminés et tenaces qui précisément refusent d'adhérer aux schémas de sortie de crise envisagés par la communauté internationale.

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

Ce qui est particulièrement complexe aujourd'hui, «c'est l'intrication entre l'état final recherché, le retour à la paix, et d'opérations dont le succès dépend pour l'essentiel de l'adhésion des populations au profit desquelles elles sont conduites», selon les mots du Chef d'Etat-major de l'armée de Terre (CEMAT), le général d'armée Elrick Irastorza.

Si la finalité des missions de l'armée de Terre reste globalement la même, la nature de ses engagements évolue et impose le déploiement continu et multiple d'un volume de moyens conséquents en opérations extérieures : 8.000 soldats, 2.350 véhicules, 860 blindés, 27 hélicoptères. Le député Louis Giscard d'Estaing rappelle que les forces françaises sont engagées aujourd'hui en OPEX sur cinq théâtres majeurs : Liban, Kosovo, Tchad, Côte d'Ivoire et Afghanistan et souligne que par le jeu des relèves, ce sont ainsi environ 40.000 hommes et femmes de l'armée de Terre qui partent en opération tous les ans.

Ces engagements ne sont pas seulement plus complexes, divers et plus exigeants, ils sont également plus durs.

Le Chef d'Etat-Major des Armées (CEMA), le général d'armée Jean-louis Georgelin, déclarait le 9 octobre dernier devant la 61^e session de l'IHEDN :

«Parmi les facteurs qui caractérisent nos engagements opérationnels aujourd'hui, c'est la notion de durcissement qui est au cœur de mes préoccupations. Notre engagement en Afghanistan est à cet égard parfaitement emblématique. Nos hommes y interviennent dans le cadre d'une guerre insurrectionnelle, forme de combat extrêmement délicate dans laquelle se côtoient en permanence la très basse et la très haute intensité et dans laquelle, enfin, la constance et l'opiniâtreté seront plus que jamais les facteurs clés du succès. Nous sommes confrontés dans ces engagements à des adversaires de plus en plus durs et déterminés».

Si le niveau d'équipement reste généralement basique entre les cinquantenaires Kalachnikov et autres RPG 7, la plupart des insurgés sait désormais parfaitement tirer parti des dernières technologies pour améliorer leurs réseaux de communications et de propagande mais surtout fabriquer des engins explosifs qui usent les nerfs du grenadier voltigeur de pointe, tuent et mutilent les populations. Qui plus est, il est difficile à identifier parce que fondu au sein de la population qui le craint et dans le pire des cas le soutient.

Ainsi, sur un même théâtre, l'enchevêtrement des actions (soutien de la population, combats, aide aux services publics...) est le quotidien des militaires qui voient leur métier prendre des dimensions nouvelles. Cette simultanéité paradoxale d'approches si opposées exige des soldats qu'ils soient ou qu'ils sachent être aussi forts et courageux qu'attentifs et humains. Leurs modes d'action deviennent extrêmement variés, avec des équipements et des organisations adaptables ou polyvalents. Le défi est de taille.

What is particularly complex today is *"the interdependence of the desired end state, return to peace, and operations whose success mostly depends on adherence of the people who are supposed to be helped"*, to quote French Army Chief of Staff General Elrick Irastorza.

Even if the purpose of the Army's missions stays roughly the same, the nature of its commitments is changing, and requires a continuous and multiple deployment of a sizeable amount of assets in overseas operations: 8,000 troops, 2,350 vehicles, 860 armored vehicles, 27 helicopters. Member of French National Assembly Louis Giscard d'Estaing has reminded that French forces today are committed in overseas operations over five major theaters: Lebanon, Kosovo, Chad, Ivory Coast and Afghanistan. He emphasized that including rotations, some 40,000 Army men and women are deployed to an operation theater every year. Not only have these commitments become more complex, diversified and demanding, but they have assumed increased toughness.

The CEMA (Chief of Defense Staff), General Jean-Louis Georgelin, while addressing the 61st session of IHEDN (Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale: French Institute for Higher Defense Studies) on October 9th, said: *"Among the factors that characterize our operational engagements of today, the concept of hardening is our greatest concern. In this regard, this is perfectly epitomized by our commitment in Afghanistan. Our soldiers operate there within the framework of an insurgency war, a form of combat which is extremely complex, in which both very low and very high intensity occur permanently, and in which eventually constancy and tenacity will more than ever be the key factors of success. In those engagements we are confronted with ever tougher and more resolute opponents."*

Even if their equipment is still generally basic level, ranging from the fifty-year-old Kalashnikov to RPG7, most insurgents now perfectly know how to use the latest technologies to their advantage in order to improve their communication and propaganda networks, and most particularly to design improvised explosive devices (IEDs) which badly get on the nerves of riflemen at the head of the line, and kill and mutilate the populace. Moreover insurgents are difficult to identify because they melt amid the populace who fear them, and at worst support them. Thus, on the same theater, the intermingling of various activities (support of populace, combat, help to public services...) constitutes the daily life of troops, whose job assumes new aspects. This paradoxical simultaneity of such opposite approaches requires that the soldiers should be, or should know how to be strong and courageous as well as show care and humane behavior. The courses of action are becoming extremely varied, with tailorable or versatile equipment and organizations. This is a big challenge.

2 - THE STAKES OF THE 6th CONFERENCE

The theme “weapons and hearts: the paradoxes of today’s wars” was primarily intended to submit to everyone’s views the difficult coordination, and even integration of land operations which today may include very tough combat and a more comprehensive maneuver taking into account every issue (whether social, economic, political or pertaining to security ...) from the tactical level of a combined arms task force commander.

THE OBJECTIVES OF THE “LESSONS LEARNED AND PROSPECTS” CONFERENCES

THIS WAS THE 6th CONFERENCE ORGANIZED BY CDEF (CENTRE DE DOCTRINE D’EMPLOI DES FORCES: FORCES EMPLOYMENT DOCTRINE CENTER) IN PARTNERSHIP WITH CEIS (COMPAGNIE EUROPÉENNE D’INTELLIGENCE STRATÉGIQUE: EUROPEAN COMPANY FOR STRATEGIC INTELLIGENCE).

THE APPROACH SELECTED BY CDEF AND CEIS CONSISTS IN INVITING HIGH-LEVEL LECTURERS, WHETHER THEY ARE ELECTED MEMBERS OF NATIONAL AUTHORITIES OR DISTINGUISHED DECISION MAKERS, TO IMPART THEIR PROSPECTIVE THOUGHTS. THEN FRUITFUL DEBATES WITH AN AUDIENCE INCLUDING AUTHORITIES ORIGINATING FROM ALL SPHERES PRODUCE SUGGESTIONS AND IDEAS ALLOWING TO DEVELOP THE DOCTRINE OF EMPLOYMENT OF LAND FORCES AND TO SUBMIT CONCRETE PROPOSALS OR IDEAS TO THE DEFENSE STAFF AND POLITICAL DECISION-MAKERS.

THUS THESE YEARLY CONFERENCES ARE INTENDED TO CONTRIBUTE TO THE OPERATIONAL EFFICIENCY OF LAND FORCES AS WELL AS TO THE INFLUENCE OF THE PRODUCTION OF CONCEPTS AND DOCTRINE OF FRENCH ARMED FORCES, AND MORE PARTICULARLY OF THE ARMY.

The reports of the conference round tables reflect the great variety of problems to be taken into account on a daily basis and in the field by our Land Forces: employment of force or assuming a posture of deterrence, the taking into account of political and diplomatic aspects, the requirement for combining security and development, synergy with our allies and within coalitions, an absolute necessity for anticipating and foreseeing “the next step”...

Obviously what matters here most significantly is the role played by men on the ground and commitment in the noblest sense of the word. One of the commanders of a battalion deployed in Afghanistan recently reported as follows: *“I can judge the progress of my mission not by the number of insurgents chased from my area, but by the kilometers of roads we have built; security and development must be achieved concomitantly”*. But what also matters is organization, means and anticipation, in other words overall coherence.

2 - Les enjeux du 6^{ème} colloque

Le thème « Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d’aujourd’hui » a eu pour vocation de soumettre à la réflexion collective la délicate coordination, voire l’intégration d’actions terrestres qui peuvent aujourd’hui aller jusqu’à des combats très durs, à une manœuvre plus globale prenant en compte, dès l’échelon tactique du chef interarmes, toutes les problématiques (sécuritaires, sociales, économiques, politiques...).

LES OBJECTIFS DES COLLOQUES « RETOUR D’EXPÉRIENCE ET PROSPECTIVES »

Il s’agit du 6^{ème} colloque organisé par le Centre de Doctrine d’Emploi des Forces (CDEF) de l’armée de Terre en partenariat avec la Compagnie Européenne d’Intelligence Stratégique (CEIS).

La démarche retenue par le CDEF et la CEIS consiste à convier des intervenants de haut niveau, élus de la représentation nationale, grands décideurs à livrer leurs réflexions prospectives. Les échanges fructueux avec l’assistance, composée de personnalités venues de tous les horizons, permettent ensuite de dégager des propositions et idées de nature à participer à l’élaboration de la doctrine d’emploi des Forces terrestres et à lancer des propositions ou des idées concrètes vers l’Etat-Major des Armées et les décideurs politiques.

Ces colloques annuels ont ainsi pour ambition de contribuer autant à l’efficacité opérationnelle des Forces terrestres qu’au rayonnement de la production conceptuelle et doctrinale des armées françaises et plus particulièrement de l’armée de Terre.

Les témoignages des deux tables rondes du colloque illustrent la multiplicité des problématiques à prendre en compte au quotidien et sur le terrain par nos Forces terrestres : utilisation de la force ou mise en posture dissuasive, prise en compte des dimensions politiques et diplomatiques, nécessité de conjuguer sécurité et développement, synergie avec nos alliés et au sein de coalitions, nécessité absolue d’anticiper et de prévoir « le coup d’après »...

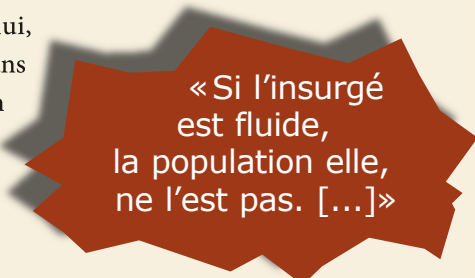
A l’évidence, c’est d’abord une affaire d’hommes sur le terrain, et d’engagement au sens le plus noble qui soit. Un des commandants d’un bataillon déployé en Afghanistan rendait compte récemment : *« Je mesure les progrès de ma mission non pas au nombre d’insurgés évincés de ma zone mais aux kilomètres de route qui avancent ; sécurité et développement doivent être menés de front »*. Mais c’est également une affaire d’organisation, de moyens et d’anticipation, bref de cohérence globale.

Outre l'échange sur ces problématiques concrètes de nos engagements, l'intérêt de la rencontre a reposé sur la participation active de l'auditoire aux débats. L'emploi de nos Forces terrestres peut certainement en tirer parti : les doctrines d'emploi ne sont pas figées, les moyens mis en œuvre évoluent en permanence, l'entraînement et la préparation opérationnelle des unités avant projection procèdent d'une adaptation incessante au besoin tactique et aux objectifs stratégiques.

3 - LA POPULATION : LE MILIEU mais aussi L'ENJEU du conflit

Dans la guerre d'aujourd'hui, comme ce fut le cas souvent dans le passé, le contrôle du terrain et de la population est primordial.

Comme le souligne avec clarté le professeur Colin S. Gray, la guerre est une question de contrôle, et le contrôle qui a le plus d'importance est celui de la population.¹



« Si l'insurgé est fluide, la population elle, ne l'est pas. [...] »

Les guerres d'aujourd'hui se déroulent non seulement dans les campagnes et les montagnes mais aussi désormais dans les agglomérations, et quoiqu'il arrive, au contact de la population, qui en est à la fois le milieu et l'enjeu.

Il faut avoir constamment à l'esprit que cette population bien que « civile » est plongée dans la guerre depuis des années, voire des dizaines d'années, souvent déplacée, victime d'exactions de toutes natures. Cette guerre a, bien sûr, bouleversé son quotidien, sa vie familiale, l'éducation des enfants mais aussi les aspects les plus intimes de la vie dans un environnement constant de deuil, de souffrance et souvent de haine et d'angoisse. Les forces armées interviennent dans un environnement complexe et fragmenté. L'absence de délimitation claire entre les camps des belligérants, ou entre les forces armées et la population, ajoute à cette complexité.

Le « contrôle » de la population est donc la force principale de l'ennemi. C'est cet atout qui lui permet d'être volatil, d'esquiver une opération militaire classique, de refuser le combat et de revenir affirmer son emprise la nuit puis le jour. Cependant, comme l'écrivait David Galula : « *Si l'insurgé est fluide, la population elle, ne l'est pas. [...] Lorsque le loyaliste met la pression non pas directement sur l'insurgé mais sur la population, qui est la vraie source de puissance de son adversaire, celui-ci ne peut pas réellement refuser le combat car il courrait alors à sa perte* »².

Over and above the exchange of views on these concrete issues of our engagements, the interest of the conference lay in the audience's active participation in the discussions. All this can certainly be of advantage to the employment of our land forces: doctrines of employment are not fossilized, the means implemented are constantly subjected to change, training and operational readiness of units prior to deployment rely on unceasing adjustment to tactical requirements and strategic objectives.

3 - THE POPULACE: THE ENVIRONMENT BUT ALSO WHAT IS AT STAKE IN THE CONFLICT

In today's warfare, as was often the case in the past, control of terrain and populace is crucial. As was clearly underlined by Professor Colin S. Gray, warfare is a question of control, and what is most important to control is the populace.⁽¹⁾ Today's wars occur not only in the country and mountains, but now also on urbanized terrain and, whatever happens, among the populace, which is both the environment and what is at stake.

It should always be kept in mind that the populace, even if it is composed of civilians, has been forced to live with war for years, even for dozens of years; the people have often been displaced, have been the victims of all kind of acts of violence. Of course, this war has been disrupting their daily life, their family life, education of children and the most intimate aspects of life within an environment of constant mourning, suffering, and often hatred and anxiety. Armed forces operate within a complex, fragmented environment. The fact that there is no clear demarcation between warring parties, or between armed forces and populace, further increases that complexity.

The "control" of populace is thus the greatest asset of the enemy. This enables him to be elusive, to elude conventional military operations, to refuse to fight, then to reappear and reassert its hold by night, then by day. However, as David Galula wrote: "*Even if the insurgent is elusive, the populace is not [...] When the loyalist exerts pressure not directly on the insurgent but on the populace, which is the real basis of power of his opponent, the latter cannot really elude fighting, because in this case he would cause his own ruin*".⁽²⁾

Stabilization operations, particularly counter-rebellion, actually take the shape, to quote Major General Thierry Olivier, of a "race for influence" between insurgents and our troops, in order to "win the hearts and minds". Thus in the Uzbek valley, the populace remained in a state of expectancy concerning the Force, otherwise quite ready to provide the insurgents with information, or at least to let them do what they wanted.

Action on the populace embodies the "cause" which counter-rebellion puts up against insurgents. It must comply with its own values, its political project and with its economic development project. Offering and building a better future, in the sense that it is sustainable and opening up on more favorable prospects, and at the same time ensuring effective protection of populace: these two capabilities will determine decision making and therefore contribute to the tactical as well as strategic success.

In this regard, the French Battalion was adequately tailored in order to face the whole spectrum of actions within the Uzbek area. The tactical-strategic objectives as well as skills were supposed to take the populace into consideration. This is the reason why the battalion included HUMINT and CIMIC elements, which were essential in order to perform that type of operations.

4 – HOW TO WIN HEARTS AND MINDS?

Anticipating basic needs

Coercive military action by fire and sword always proves to be essential to gain advantage and neutralize resolute opponents. But at the same time our troops should win the confidence of the populace, convince people and accompany them concretely within the process of reconstruction of a weakened country, which will necessarily be a slow process.

Army personnel have been aware of that for a long time. They experienced that before, particularly during conflicts linked with the decolonization process, and they have learned lessons from it.

These are actually paradoxical engagements, because our forces are waging a "peaceful war". But the Army is not being employed against its original vocation, since it can approach the populace securely and efficiently by relying on the credibility of its force.

This implies that the populace should be convinced that they are efficiently and sustainably protected thanks to our military action or posture. The prerequisite is that it should be clearly shown that meeting material expectations of development depends on concrete material aid as much as on military success.

Les opérations de stabilisation, notamment en contre-rébellion, se traduisent - pour reprendre les mots du général de division Thierry Ollivier - par une véritable «course d'influence» entre les insurgés et nos soldats, pour «gagner les cœurs et les esprits». Ainsi dans la vallée d'Uzbin, la population restait dans l'expectative vis-à-vis de la force, n'hésitant pas sinon à soutenir les insurgés à les renseigner, au moins à les laisser agir.

L'action sur la population incarne la «cause» que la contre-insurrection oppose aux insurgés. Elle doit être conforme à ses valeurs, à son projet politique et au projet de développement économique. Ce sont les deux capacités, proposer et mettre en œuvre un avenir meilleur, c'est-à-dire à la fois certain dans la durée et ouvrant des perspectives plus favorables, mais aussi assurer la protection effective des populations qui contribuent à la décision et donc au succès tactique comme stratégique.

A cet égard, le bataillon français était bien adapté pour faire face à l'ensemble du spectre des actions dans la zone d'Uzbin. Les objectifs tactico-stratégiques comme les savoir-faire devaient prendre en compte la population. C'est pour cela que le bataillon intégrait des éléments de recherche humaine et d'actions civilo-militaires essentiels pour conduire ce type de missions.

4 - Comment gagner les cœurs ?

Aller au devant des besoins fondamentaux

L'action militaire coercitive par le fer et le feu s'avère indispensable pour imposer l'ascendant et neutraliser des adversaires déterminés.

Mais dans le même temps, nos soldats doivent gagner la confiance de la population, la convaincre et l'accompagner concrètement, dans le processus, par définition lent, de reconstruction d'un pays fragilisé.

L'armée de Terre le sait de longue date. Elle en a fait l'expérience notamment pendant les conflits liés à la décolonisation et en a tiré les enseignements.

Il s'agit bien là d'engagements paradoxaux puisque nos forces mènent «une guerre pacifique». Mais l'armée de Terre n'y est pas utilisée à contre emploi puisque c'est la crédibilité de sa force qui seule permet d'approcher les populations avec sécurité et efficacité.

Cela implique que la population ait la certitude d'être protégée effectivement et durablement par nos actions armées ou par notre posture. Cela passe par la démonstration que la satisfaction des attentes matérielles de développement est autant liée à une aide matérielle concrète qu'au succès des armes.

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

Comme le souligne le général britannique Sir Rupert Smith³, la population souhaite un état qui va entre «libération de» et «liberté de». La population veut être d'abord libérée de la peur, de la faim, de l'insécurité et des conditions chaotiques. Elle veut la liberté d'agir et de prospérer. Elle souhaite profiter d'une vie de famille et d'amitié.

« Tout est dans le regard que le soldat va porter dans les yeux de celui qu'il va croiser »

Tout doit être fait pour que la force soit considérée par la population non pas comme une force d'occupation mais comme une force de protection et d'assistance à la reconstruction.

Par exemple, le colonel Franck Chatelus, commandant d'un bataillon en Afghanistan, a ainsi défini trois objectifs généraux à son bataillon :

- agir sur la population et lui apporter une attention extrême en recherchant le contact et en lui montrant que nous pouvions lui apporter quelque chose,
- valoriser les autorités locales, civiles, militaires et traditionnelles permettant d'asseoir les bases d'un pouvoir légitime et reconnu (renforcement de la légitimité des autorités),
- rechercher et détruire les moyens des insurgés.

Souvent, les actions menées par les forces armées sont essentiellement consacrées «à des actions plus civilo que militaires». Ainsi le soutien logistique à d'autres contingents, l'aide médicale auprès de la population (le seul scanner du Tchad est situé dans l'hôpital de campagne de N'Djamena) ou la formation de forces de sécurité locales s'apparentent plus à des actions de coopération ou d'aide au développement qu'à des actions strictement militaires.

Prendre en compte la dimension émotionnelle et comportementale

Au sein de la population, en agglomération par exemple, l'environnement n'est pas que militaire et rationnel. Il est par définition civil et aussi émotionnel.

Dès lors, une action inopportune ou inadéquate même si elle est limitée, ponctuelle et individuelle, peut entraîner dans ce type de conflit des conséquences considérables, aller même jusqu'à remettre en question la légitimité de notre engagement sur le théâtre.

Cela exige de nos soldats, une éthique et des comportements spécifiques adaptés à la population civile : sens de la retenue, conduite non agressive des véhicules, contrôle strict des tirs de semonce, souci de garder autant que possible une attitude décontractée, de saluer et de remercier... «*Tout est dans le regard que le soldat va porter dans les yeux de celui qu'il va croiser*». Il faut cependant rester extrêmement vigilant.

As British General Sir Rupert Smith emphasized^[3], the populace wishes for a state midway between "liberation from" and "liberty to...". The populace wants first and foremost to be freed from fear, hunger, insecurity and chaos. They want to be free to act and prosper. They want to enjoy family life and friendship.

Everything should be done for the force to be regarded by the populace not as an occupation force, but as a force providing protection and assistance to reconstruction. For example, Colonel Franck Chatelus, battalion commander in Afghanistan, thus defined three general objectives for his battalion:

- Influence the populace and give them utmost attention, seeking relationships and showing them that we can bring them something,
- Enhance the image of local authorities, whether civilian, military or traditional ones, establishing the basis for a legitimate and recognized power (upgrade legitimacy of authorities),
- Search for and destroy insurgents' assets.

Actions conducted by armed forces are often essentially devoted to "activities more civil than military". Thus logistical support to other contingents, medical assistance to the populace (the only scanner in Chad is located in the army field hospital in N'Djamena), or the training of local security forces, are more of the nature of cooperation or development assistance activities than strictly military action.

Taking the emotional and behavioral aspects into account

Among the populace, in built-up areas for example, the environment is not only a military and rational one. It is by definition a civilian one, and also an emotional one. Consequently, an untimely, unsuitable act, even of limited scope, on a local and individual scale, may in this type of conflict result in extensive consequences, and even cast doubt on the legitimacy of our engagement on the theater.

This requires that our soldiers should display specific ethics and behavior, adapted to the local populace: restraint, smooth driving of vehicles, strict control over delivery of warning shots, maintaining a relaxed attitude as much as possible, greeting and thanking people... "*Everything depends on the way the soldier will look in the eyes of passing people*". However it is necessary to maintain extreme watchfulness.

It is important, without showing arrogance or animosity, to inspire respect, and not terror or resentment. Regarding or behaving toward people as if they were enemies may involve making them become enemies. All in all, in these situations, our soldiers' behavior is as important as the efficiency of their weapons. This requires significant capacities for adaptation and terrain analysis, a remarkable sense of diplomacy, as well as close cooperation with civilian representatives. Land forces are today the only ones that are in direct, permanent contact with the populace, who is actually what is at stake in conflicts. Some skills and behaviors, provided they have been thoroughly assimilated, can avoid arousing hatred or resentment among the populace.

Thus the individual behavior of the "decathlonian soldier" – capable of performing extremely varied activities – remains the basis of the effects produced collectively by the whole of the force.

Paying attention to the complexity of structures

This requires a well-structured, elaborate preparation phase, enabling particularly to investigate the populace, the environment and culture, or rather the different types of populace, since daily reality is very often multifaceted. It is composed of entities based on family, tribe, race, religion, ideology. Each of these aspects may vary considerably from one village or from one area to another; they can even be found side by side, or intermingling, in the same village or town.

Moreover, as Major General Olivier de Bavinchove pointed out, the mission as such is extremely rapid. By definition our soldiers often deploy within a sophisticated and complex regional environment, and have little time to grasp the local issues and factors.

Il s'agit sans arrogance ni animosité d'inspirer le respect, pas la terreur ni la rancœur. Considérer ou traiter la population en ennemie, c'est risquer d'en faire un ennemi. Dans ces situations, le comportement de nos soldats est finalement aussi important que l'efficacité de leurs armes.

Cela suppose de grandes capacités d'adaptation et d'analyse de la situation du terrain, un grand sens politique et des coopérations étroites avec les représentants civils.

Les Forces terrestres sont aujourd'hui les seules à être au contact direct et permanent de la population, enjeu des conflits. Des savoir-être et des savoir-faire convenablement maîtrisés permettent de n'attiser ni les haines ni les rancœurs de la population. Le comportement individuel du «soldat décathlonien» - capable d'actions extrêmement diversifiées - demeure ainsi la base des effets produits collectivement par l'ensemble de la force.



Pause avec les villageois, la patrouille autour reste en alerte
Pausing with the villagers, the patrol team remains on alert

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

Etre attentif à la complexité des structures

Cela suppose une phase de préparation structurée et construite, permettant d'étudier tout particulièrement la population, l'environnement, la culture ou plutôt les populations car la réalité n'est bien souvent pas monolithique. Elle est constituée d'entités fondées sur la famille, la tribu, la race, la religion, l'idéologie. Chacune de ces dimensions peut varier considérablement d'une agglomération ou d'une région à l'autre, voire se côtoyer ou être imbriquées dans la même agglomération.

Or, comme le souligne le général de division Olivier de Bavinchove, la mission en elle-même, est extrêmement rapide. Par définition nos soldats interviennent souvent dans un environnement régional sophistiqué et complexe et ont peu de temps pour comprendre les enjeux et les facteurs locaux.

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

De plus, nos soldats ne parlent pas la plupart du temps, la langue du théâtre et sont pour reprendre l'expression de madame Sarah Chayes, «aveugles». Ils ne sont notamment pas en capacité de percevoir par exemple les connexions familiales entre les responsables politiques, les rapports d'influence et de pouvoirs entre les différents belligérants.

La victoire dans ces guerres nouvelles requiert de manière plus générale de se focaliser sur les populations, ce qui implique un changement dans la manière de penser et d'appréhender l'environnement et l'ennemi. A cet égard, les élections présidentielles en Afghanistan ont été marquées par peu d'attaques. Pourtant, dans la province de Kandahar, dans 13 des 17 districts il n'y a pas eu de votants car les Taliban contrôlaient la population.

De même, les nouveaux adversaires peuvent accepter une défaite militaire pour obtenir un gain politique. Ainsi, pour juger de l'influence des Taliban, il ne faut pas concentrer son attention sur les attaques contre les forces armées mais observer les mouvements de population, les assassinats ciblés, les barrages, les levées d'impôts...

Gagner les cœurs nécessite aussi de comprendre et de prendre en compte les blessures profondes causées par le conflit et dont la population garde la trace. Il en est ainsi du ressentiment, qu'il soit individuel ou collectif. Le ressentiment est né d'une humiliation ou d'un traumatisme occasionné notamment par un complexe d'infériorité. Ainsi concernant les populations arabo-musulmanes, monsieur Benjamin Salama souligne que l'humiliation est un sentiment partagé, ressassé de génération en génération dans les écoles, dans les mosquées et dans les médias. La souffrance de la population, les frustrations, les désillusions et les blessures reçues provoquent une colère sujette à toutes les instrumentalisation politiques et idéologiques.

La capacité à comprendre les populations et à être à son écoute est de plus la meilleure source de renseignement. Non pas des renseignements extorqués, achetés ou des informations «secrètes» mais des informations pratiques, concrètes, quotidiennes beaucoup plus révélatrices de l'état d'esprit des populations, de leurs craintes et de leurs attentes ; elles constituent donc la source de renseignement la plus efficace.

Il est donc essentiel pour nos Forces terrestres de mettre en œuvre des modes d'action appropriés du niveau stratégique jusqu'au niveau tactique.

Besides, most of the time, our soldiers do not know the language spoken on the theater, and thus they are "blind", to quote Mrs. Sarah Chayes's phrase. In particular, they are not in a position to perceive the family links between senior politicians, or the relations of power and influence between the various conflicting parties.

More generally, victory in these new wars requires focusing on the populace, which involves a change in the way you think and perceive the environment and the enemy. In this regard, few attacks occurred during the presidential elections in Afghanistan. However, in the Kandahar province, nobody took part in the vote in 13 out of the 17 districts, because the Taliban controlled the populace.

Likewise, the new opponents may accept a military defeat in order to gain a political advantage. Thus, in order to assess the influence the Taliban may have, the point is not to pay attention to attacks performed against the troops, but to observe the movements of the population, the targeted murders, the checkpoints, the tax collections...

Winning the hearts also requires taking into account the deep wounds which have been caused by the conflict, and which can still be felt by the populace. This is the case for resentment, whether individual or collective. Resentment originates from humiliation or trauma, brought about in particular by a feeling of inferiority. Thus, as regards Arab-Muslim population, Mr. Benjamin Salama pointed out that humiliation is a feeling that is shared, brooded over, from generation to generation in schools, in mosques and in the mass media. The suffering of the populace, the experienced disillusion, wounds and offences cause a reaction of anger which is subjected to all kind of political and ideological misappropriation.

Capacities for understanding the populace and paying attention to what they say is moreover the best intelligence source. This is not extorted, purchased or "secret" information, but practical, concrete, daily information, which is far more revealing as concerns the mood, fears and expectations of the populace; therefore it is the most efficient source of intelligence.

It is therefore crucial that our land forces should implement adequate courses of action, from strategic down to tactical level.

The force's approach should be a holistic one. In this regard, tools for planning and conduct of overall operations are being developed, mostly within NATO, and range from tactical up to strategic level, including the operational level.

At strategic level, Major General Michel Stollsteiner explained that the tools are already available in NATO:

- the Alliance's strategic concept: the 1999 Washington summit on Kosovo placed NATO's missions along less military lines;
- tools for planning: the overall planning guideline emphasized the necessary partnerships with the other organizations, whether governmental or not;
- the update of CIMIC ⁽⁴⁾ doctrine in 2006 with abridged reference handbook.

Civilians and the military complementing each other is the situation already being tested in real operations:

- the name "ISAF"⁽⁵⁾ itself is revealing, because including the word "assistance";
- the "provincial reconstruction teams" (PRT) testify to that civil-military cooperation, in spite of the difficulties of coordinating the activities performed by each contributing nation;
- organization of operational staffs is now taking the "environment management" aspect into account.

In all cases, the populace wishes for an efficient administration, which can meet their basic requirements. As Major General Vincent Desportes highlighted, *"the aim is, in the heart of cities, to win the fight for people's adherence while reconstructing the "social contract". This point takes shape in the great variety of urban tasks (coercive, security-linked, humanitarian), whose extreme diversity is combined with simultaneity. Urbanized terrain requires a comprehensive approach, as well as synchronization of action"*⁽⁶⁾

Winning the hearts also requires better control of the employment of assets made available to the populace from an economic and financial point of view to enable development, and from a political point of view for initiating and retaining democratic institutions.

L'approche de la force doit être globale. A ce titre, les outils de planification et de conduite des opérations globales sont en train d'émerger, notamment à l'OTAN et se déclinent du niveau tactique au niveau stratégique en passant par le niveau opératif.

« il s'agit au cœur des villes, de gagner le combat de l'adhésion tout en reconstruisant le "contrat social" »

Au niveau stratégique, le général de division Michel Stollsteiner explique que les outils existent déjà au sein de l'OTAN :

- concept stratégique de l'Alliance : le sommet de Washington en 1999, relatif au Kosovo, inscrit les missions de l'OTAN dans un registre moins militaire ;
- des outils de planification : la directive de planification globale insiste sur les partenariats nécessaires avec les autres organisations, gouvernementales ou non ;
- la mise à jour de la doctrine CIMIC⁴ en 2006 avec le manuel abrégé de référence.

Une complémentarité civilo-militaire est déjà à l'épreuve de la réalité :

- le nom même de «FIAS»⁵ est révélateur avec le terme d'assistance ;
- les «équipes provinciales de reconstruction» (PRT) sont des témoins de cette coopération civilo-militaire, malgré la difficile coordination des actions menées par chaque nation contributive ;
- l'organisation des états-majors opératifs prend maintenant en compte la dimension «gestion de l'environnement».

En toute hypothèse, la population souhaite une administration efficiente et qui satisfasse ses besoins élémentaires. Comme le souligne le général de division Vincent Desportes *"il s'agit, au cœur des villes, de gagner le combat de l'adhésion tout en reconstruisant le «contrat social». Ce phénomène se traduit par la multiplicité des tâches synchronisation des actions."*⁶

Gagner les cœurs passe aussi par un meilleur contrôle de l'utilisation des moyens mis à la disposition de la population en termes économiques et financiers pour le développement, et en terme politique pour l'instauration et le maintien d'institutions démocratiques.

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

Au niveau tactique, cela peut impliquer pour les Forces terrestres de **renoncer à la supériorité tactique afin d'obtenir des avantages stratégiques dans la durée** : conduite non agressive des véhicules, saluer et remercier les habitants locaux, être décontracté, ne pas installer de véhicule sur des positions en surplomb de maisons sauf en cas de combat, ne pas tirer dès que les pièces mortiers sont montées afin de ne pas susciter de sentiment de panique, ne pas ouvrir le feu sur les sentinelles ennemies non armées (souvent des bergers dont la mort aurait nourri une vive hostilité de la population) et même patrouiller sans casque dans les bourgs.

Parallèlement, les Forces terrestres peuvent contribuer de manière très concrète au **développement** des populations placées sous leur responsabilité : microprojets dans le domaine de l'agriculture, reconstruction des pistes – qui oblige d'ailleurs le maire à s'impliquer et à venir au contact de la force –, interventions médicales gratuites y compris sur les lieux d'accrochage après un affrontement. En Afghanistan par exemple, un échange a même été mis en place entre une école de Surobi et une école française. La population a évolué dans un sens très positif vis-à-vis des soldats français. Les renseignements ont afflué et certains ralliements ont été à noter.

Enfin, il existe un modèle dominant en ce qui concerne la sécurité des forces qui isole. Certes l'isolement est une forme de sécurité, mais il n'est pas vraiment adapté à nos objectifs. Il faut donc sortir de ce modèle dominant où les actions sont conduites à partir de bases ultra sécurisées pour mener des raids ponctuels à l'extérieur de nos enceintes. Elles sont vécues comme autant d'agressions par la population auprès de laquelle nous sommes chargés d'intervenir. La protection idéalement recherchée de nos forces doit venir, non pas des barbelés de ses bases, mais des populations elles-mêmes au milieu desquelles elles évoluent.



Patrouille à pied d'un groupe de la 1^{ère} cie du 16^e BC au milieu de la population
A squad from 1st company / 16th Bataillon de Chasseurs on a foot patrol amidst the populace

© Olivier DUBOIS/SIRPA Terre

At tactical level, this may involve for land forces **to renounce tactical superiority so as to gain sustainable strategic advantages**: unaggressive vehicle driving, greeting and thanking the local populace, a relaxed attitude, making a point not to park vehicles in places overhanging Afghan houses (except in combat), no shooting immediately after emplacing mortars so as not to cause panic, no shooting at unarmed enemy sentries (they are frequently shepherds whose killing would cause sharp hostility from the populace), and even patrolling the built up areas without wearing helmets.

In the same way, land forces can very concretely contribute to the **development** of the people placed under their responsibility: micro-projects in agriculture, rebuilding of trails – which moreover compels the mayor to get involved and come into contact with the force – free medical treatment, including on the engagement area after combat. In Afghanistan for example, exchanges have been organized between a Surobi school and a French school. The populace has changed very positively in their attitude toward French soldiers. Intelligence has flowed in, and some people have been won over to the force.

Last, there is an overriding model concerning security of the forces which secludes the troops. Seclusion is certainly a form of security, but it does not really fit our objectives. We should therefore give up that overriding model, in which actions are launched from hyper-secured bases, in order to perform contingency raids outside our bastion walls. This is perceived as so many aggressions by the populace alongside whom we are tasked to intervene. Ideally, the desired protection of our forces should originate not from the barbed wire around the bases but from the populace among whom they operate.

5 – THE LIMITATIONS OF THE “WIN THE HEARTS AND MINDS” APPROACH

Certainly there is ample proof that the type of conflict in which our forces are committed can be won only through adherence of the populace. This is true not only on the theater but even in France, since our forces need the people's and the nation's support in all fields.

This conference made it clear that this approach is necessary, as much because of its ethical value as of its practical efficiency. But the conference's contributors have emphasized the fact that its success also depends on a valid assessment of difficulties and limitations.

Coordination of overall operation is difficult in a coalition

Thus, within the UNIFIL, each battalion is responsible for its own area, and is provided with some financial means. Now, as Major General Olivier de Bavinchove pointed out, what causes difficulties is the disparity in the financial means between contingents, as well as the absence of any harmonization in the allotment of means. Thus South Korea spends thousands of Euros every year in the tiny area located north of Tyr. The degree of “acceptance” by the populace is obviously different among those who are lucky to host the Korean force from what it is among the others.

A difficult coordination with NGOs

French NGOs jealously defend their independence, and most of the time are reluctant about initiating relationships with armed forces, because they fear they might be misappropriated, and their members' lives might be endangered. They often refuse to work with armed forces, not through defiance or suspicion, but through a will to retain their neutrality. Likewise they refuse to be protected.

On the contrary, American NGOs act clearly and openly in support of American interests. They are quite willing to work alongside armed forces; besides, the funding of USAID (United States Agency for International Development) often depends on cooperation with armed forces.

The image of local security forces

The French Army must get involved in support and coordination with the local armed forces in which the populace put a minimum degree of confidence. If there is no confidence, discredit originating from unfair, violent or corrupt behaviors will fall on our own troops.

Thus in South Lebanon, UNIFIL helps Lebanese armed forces to build up and to assume their responsibilities. The point is to make Lebanese armed forces be perceived by the populace as the main security provider.

5 - Les limites de cette approche visant à « gagner les cœurs »

Certes, la preuve est faite que le type de conflit dans lequel nos forces sont engagées ne se gagne qu'avec l'adhésion des populations. Cela est vrai non seulement sur le théâtre mais en France même, nos forces ayant besoin sur tous les plans du soutien des citoyens, de la nation.

Le colloque a mis en évidence que cette approche est nécessaire tant par sa valeur éthique que pour son efficacité pratique. Mais les intervenants ont relevé que son succès dépend aussi d'une juste appréciation des difficultés et des limites.

Une coordination de l'action globale difficile en coalition

Ainsi, au sein de la FINUL, chaque bataillon est responsable de sa zone et dispose d'un certain nombre de moyens financiers. Or, comme le souligne le général de division Olivier de Bavinchove, ce qui pose difficulté, c'est la disparité des moyens financiers entre contingents et l'absence d'harmonisation dans la répartition des moyens. Ainsi la Corée du Sud dépense des milliers d'euros chaque année dans la toute petite zone au Nord de Tyr. Le degré «d'acceptance» de la population entre ceux qui ont la chance d'héberger la force coréenne et les autres, n'est à l'évidence pas le même.

Une coordination difficile avec les ONG

Les ONG françaises défendent jalousement leur indépendance et sont la plupart du temps réticentes à l'instauration de relations établies avec les forces armées, et ce par crainte d'une instrumentalisation et d'une mise en danger de leurs membres. Elles refusent fréquemment de travailler avec les forces armées, non pas par défiance ou méfiance mais par volonté de rester neutres. Elles refusent de la même manière d'être protégées.

Au contraire, les ONG américaines agissent clairement et ouvertement en faveur des intérêts américains. Elles travaillent facilement avec les forces armées et d'ailleurs les fonds de l'USAID (*United States Agency for International Development*) sont souvent, conditionnés par le fait de coopérer avec les forces armées.

L'image des forces locales de sécurité

L'armée de Terre doit intervenir en soutien et en coordination avec les forces armées locales qui jouissent d'un minimum de confiance de la population. A défaut, le discredit qui s'attacherait à des comportements injustes, violents ou corrompus, rejaillirait sur nos propres forces.

Ainsi au Liban Sud, la FINUL aide les forces armées libanaises à monter en puissance et à assumer leurs responsabilités. L'enjeu est que les forces armées libanaises soient perçues par la population comme étant le principal pourvoyeur de sécurité.

Les opérations d'influence étrangères

Sur certains théâtres, les conséquences favorables des actions de la force peuvent être contrecarrées non par l'action d'influence des belligérants que l'on combat mais par des opérations venant d'acteurs proches poursuivant leurs propres intérêts géostratégiques et/ou idéologiques.

Les limites imposées par une nécessaire protection de la force

Face aux attentats et aux IED⁷, la tentation est grande d'enfermer la force dans un camp fortifié, un fortin protégé par des bastion-walls et des T-walls. La force ne se déplace alors qu'en convoi. Pour se protéger, la force limite son exposition mais assure par là-même plus difficilement la protection et la sécurité de la population.

« Le jour où les paysans pourront cultiver leurs champs en paix, il n'y aura plus d'insurgé dans la vallée. »

Le désengagement

Est-il possible de gagner les cœurs sans que la force s'installe à long terme sur le théâtre ? Une année est une durée longue pour les militaires engagés, pour l'opinion publique nationale, pour le déploiement d'une stratégie politique aboutie. C'est une durée à

l'évidence très brève quand le conflit ne se joue pas sur quelques batailles frontales mais sur une conquête progressive de la confiance et sur la transformation de l'organisation de sociétés qui sortent du chaos et de la confusion.

CONCLUSION : GAGNER LES CŒURS – UNE APPROCHE NÉCESSAIRE MAIS PAS SUFFISANTE

Comme le soulignent le général de division Olivier de Bavinchove et le colonel Franck Chatelus : gagner les cœurs n'est pas et ne sera jamais un objectif.

L'objectif est bien d'atteindre les buts politiques que s'est fixé la communauté internationale en accord avec les autorités démocratiquement élues et légitimes du gouvernement, bien plus que de se faire aimer ou apprécier par la population.

C'est sur le terreau fertile de la misère, du chaos politique que les différentes formes de sédition, de terrorisme trouvent à se développer le plus aisément. Créer ou recréer les conditions d'un état stable assurant la base des valeurs régaliennes, de justice et de sécurité dans un contexte économique viable constitue la véritable victoire. C'est en ce sens qu'on a pu dire pour l'Afghanistan : « *Le jour où les paysans pourront cultiver leurs champs en paix, il n'y aura plus d'insurgé dans la vallée* »

Foreign psychological operations

On some theaters, favorable consequences of the force's activities may be thwarted not by the action of influence of warring parties that we fight against, but through operations originating from nearby players who work for their own geostrategic and/or ideological interests.

The limitations enforced by a necessary protection of the force

When confronted with attacks and IEDs⁽⁷⁾, it is always tempting to lock up the force within a fortified camp, or a fort protected by bastion-walls and T-walls. Then the force moves in convoys only. In order to protect itself, the force reduces its exposure, but at the same time it has more difficulty ensuring people's protection and security.

Disengagement

Is it possible to win the hearts if the force does not have an enduring presence on the theater? One year is a long time for committed soldiers, for national public opinion, for implementation of an accomplished political strategy. But obviously it is also a very short period of time while overall success does not depend on a few frontal battles, but on a gradual conquest of confidence, and on the transformation of the organization of societies which are just emerging from chaos and confusion.

CONCLUSION: WINNING THE HEARTS AND MINDS IS ESSENTIAL BUT NOT ENOUGH

As Major General Olivier de Bavinchove and Colonel Franck Chatelus pointed out, to win the hearts and minds is not and will never be an objective.

The objective is actually to reach the political goals which the international community defined for itself, in agreement with the government's elected and legitimate authorities. This is much more important than making the people like you or appreciate your presence.

The various shapes taken by sedition or terrorism develop most easily in the fertile soil of misery and political chaos. A genuine victory lies in the construction, or reconstruction, of a stable state which ensures a basis for state-governing values such as justice and security, in a viable economic context. This is in this sense that it has been possible to say about Afghanistan: "*When the peasants can cultivate their fields in peace, there will no longer be any insurgents in the valley*".

Winning hearts and minds ensures security, but it is only a means. It is a good thing if the populace likes our soldiers, but more than that, it is very important to communicate, explain, reassure, enlighten on what we undertake, give confidence, in order to actually take steps – and make people take steps – necessary for the achievement of our tasks. Otherwise, there is a risk of being bogged down and blinded, for want of an efficient assessment system.

Moreover, as Mr. Etienne de Durand highlighted, due to the fact that modern conflicts are becoming more and more complex, military might alone cannot achieve the desired political result. At best, it generates circumstances which, if other factors (political, economic...) are obtained, will gradually result in peace.

Things are similar concerning humanitarian commitments. While international mandates are actually collections of national compromises, and while alliances dilute more than strengthen responsibilities, coalitions have to face asymmetry in military capacities as in ideology. Confronted with an opponent who is weaker from a military point of view, they have to cope with a will that might be far stronger than theirs.

A solution can be found and reconciliation achieved only through a political engagement which relies on an overall and integrated approach, using of the whole range of the tools of power (whether military, diplomatic, economic...).

This requires patience, constancy and steadiness.

Reconciliation is a political act which requires the meeting of all parties within a neutralized space, focused on the idea of justice.

Searching for and punishing criminal responsibility, the leaders and performers of infringements of human rights, is regarded as essential to restoring peace and public harmony.

Traditional justice is actually not in a position to pass judgment objectively on the responsibilities of those who took part in tragedies.

In today's wars, it would then be realistic to focus on the state-governing functions (armed forces, the police and the judicial) so as to enable the setting up of a coherent and viable state (state building).

Facing those difficulties, the military will then become, as Mrs. Delphine Borione pointed out, the support and even a substitute for failing community and social coherence.

Gagner les cœurs assure la sécurité mais ce n'est qu'un moyen. Tant mieux si la population aime nos soldats mais plus que cela, il est très important de communiquer, d'expliquer, de rassurer, d'éclairer sur ce que nous entreprenons, de donner confiance, pour effectivement faire et faire faire les pas nécessaires à l'atteinte de nos objectifs.

Autrement, le risque d'enlèvement ou d'aveuglement, faute d'un dispositif d'évaluation performant, existe.

De plus, comme le souligne monsieur Etienne de Durand, avec la complexification des conflits modernes, la force militaire ne peut plus parvenir seule à produire le résultat politique recherché. Au mieux, elle permet de créer une condition qui, si d'autres facteurs politiques, économiques, etc... sont réunis, débouchera progressivement sur la paix.

Il en est de même pour l'engagement de type humanitaire.

Alors que les mandats internationaux sont dans les faits des sommes de compromis nationaux et que les alliances diluent plus que renforcent les responsabilités, les coalitions font face à une asymétrie dans les capacités militaires comme dans l'idéologie. Face à un adversaire plus faible militairement, elles se heurtent à une volonté qui pourrait apparaître bien plus forte que la leur.

Seul l'engagement politique s'appuyant sur une approche globale et intégrée permettant d'avoir recours à l'ensemble des instruments de la puissance (militaire, diplomatiques, économiques...) peut permettre d'arriver à une solution et à la réconciliation.

Cela demande patience, constance et continuité.

La réconciliation est un acte politique qui nécessite la confrontation de toutes les parties dans un espace neutralisé et orienté vers l'idée de justice.

Rechercher et sanctionner la responsabilité pénale, les dirigeants et les exécutants des atteintes aux Droits de l'Homme est considérée comme indispensable au rétablissement de la paix et de l'harmonie publique.

La justice traditionnelle n'est en effet pas à même d'apprécier objectivement les responsabilités des acteurs des tragédies.

Dans les guerres d'aujourd'hui, il serait alors réaliste de porter un effort sur les fonctions régaliennes (l'armée, la police et la justice) pour permettre l'émergence d'un État cohérent et viable (State Building).

Face à ces difficultés, le militaire devient alors, comme le souligne madame Delphine Borione, le soutien voire le substitut d'une cohésion communautaire et sociale défailante.

✱

✱

Des armes et des cœurs : les paradoxes des guerres d'aujourd'hui

Ainsi au Kosovo la force doit s'adapter à un agenda politique qui évolue et qui oblige à poursuivre l'accompagnement d'acteurs locaux nombreux tout en réduisant ses effectifs. Elle agit selon des modes d'actions extrêmement variés : posture dissuasive, projets de reconstruction, soutien et formation des forces de sécurité locales, rencontres de concertation, etc.

Faisant partie avec le temps du jeu politique kosovar, la KFOR, par exemple, est à la fois le marqueur d'une tutelle internationale sur le territoire, le substitut d'une cohésion communautaire locale défaillante, et un acteur d'un paysage multilatéral et institutionnel complexe.

Institution dans le paysage politique du Liban, **la FINUL est aujourd'hui un acteur incontournable** de l'engagement politique en faveur de la résolution de la crise régionale.

Pour pourvoir à la sécurité et au bien-être des populations, le général d'armée Elrick Irastorza a également insisté sur cette **approche globale, qui seule permettra de passer de la guerre à la paix**. Néanmoins, l'armée de Terre doit elle aussi s'adapter. Face à l'ennemi, **il faut rééquilibrer les comportements, entre «vive force» et «présence dissuasive rassurante»**, mais aussi travailler sur les capacités et la formation.

- dans le **domaine des capacités**, il est nécessaire de distinguer l'horizon du moment et l'horizon de demain. **Parallèlement à la poursuite de l'effort concernant l'adaptation réactive, il ne faut pas oublier les guerres futures**,
- **pour la formation**, destinée à réduire la part d'incertitude dans les affrontements, le CEMAT a rappelé **les quatre niveaux de formation au sein de l'armée de Terre** : formation standard durant les premiers mois des engagés, formation commune de l'armée de Terre, formation au cœur de métier, mise en condition pour la guerre du moment.

Enfin, la capacité de résilience des pays occidentaux, qui caractérise la capacité à «encaisser» un choc, à rebondir avec souplesse pour retrouver son équilibre en déployant une force contraire, est un enjeu majeur pour «les guerres de demain». L'armée de Terre doit jouer un rôle important au profit du renforcement de cette capacité.

Thus in Kosovo the force must adapt to a changing political agenda which compels to continue accompanying numerous local players while decreasing its strength. It operates according to extremely varied courses of action: deterrent posture, reconstruction projects, support to and training of local security forces, discussion meetings, etc.

Taking with time part in the Kosovar political game, KFOR, for instance, is at the same time an organization which evidences international authority over the country, a substitute for failing local community and social coherence, and a player in a complex multilateral and institutional environment. An institution within the political landscape of Lebanon, **UNIFIL is today an ever-present player** in the political commitment in support of resolution of the regional crisis.

In order to provide security and welfare for the populace, General Elrick Irastorza also emphasized that only this **comprehensive approach will enable us to go from war to peace**. Nevertheless, the French Army, too, must adapt. Facing the enemy, **behaviors must be readjusted, a balance must be found between "pure force" and "deterrent, reassuring presence"**, but must also work for capabilities and training.

- **In the field of capabilities**, it is necessary to distinguish between the immediate prospect and tomorrow's prospect. **Concomitantly with continuing the effort of adaptive adjustment, future wars should not be forgotten.**
- **In the field of training and education**, intended to reduce the importance of uncertainty in conflicts, the Army Chief of Staff reminded **the four training levels within the Army**: basic training in the first entry months, common army training, training for military occupational specialty skills, operational preparation for ongoing wars.

Last, the capacity for resilience of Western countries, which reflects the capacity for taking blows, for smoothly finding new momentum so as to recover their balance through deployment of an opposing force, is what is mostly at stake in "tomorrow's wars". The Army must play an important part for strengthening that capacity.

1 La guerre du XXI^e siècle – un siècle de feu et de sang préface – Préface du général de corps d'armée Elrick Irastorza – Editions Economica 2007.

(1) "Another Bloody Century: Future Warfare" – Colin S Gray – Phoenix (May 2007).

2 Contre-insurrection, théorie et pratique, Paris, Economica, 2008, 213 p traduit de l'anglais *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*, 1963 par Philippe de Montennon.

(2) "Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice" – David Galula – Praeger PSI (August 2006).

3 L'utilité de la Force – L'art de la guerre aujourd'hui – Préface du Général d'Armée Bruno Cuhe – Editions Economica 2007

(3) "The Utility of Force: The Art of War in the Modern World" – Rupert Smith – Vintage (February 2008).

4 (4) CIMIC : Nato Civil Military Co-operation.

5 FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité.

(5) ISAF *International Security and Assistance Force*

6 La guerre probable – Editions Economica 2007.

(6) "Tomorrow's War: Thinking Otherwise" – Vincent Desportes – Economica (August 2009).

7 (7) IED: *Improvised explosive device*.

Enlightenment

The French Forces Employment Doctrine Center (CDEF) published this year a counter-rebellion field manual so as to provide our forces with tactical devices tailored for new land engagements. Counter-rebellion is actually a course of action which is intended to oppose, during the stabilization phase in a country, an asymmetric threat which equally performs guerilla warfare or terrorism. It makes use of some methods which used to be common in the past but which were forsaken after the war in Algeria.

First, this tactical course of action is to be distinguished from the classical employment of armed forces in coercive mode because warfighting is performed facing an irregular opponent among the populace, while the main issue is actually control of the populace. Counter-rebellion is a tactical response from the military commander on the ground, which must necessarily be included within a **comprehensive maneuver** which combines the various courses of action of terrain control and populace protection with forms of civilian activities in direct support of those people (activities in support of development, education, reconstruction...)

The goal to be achieved is to divest opposing forces of any kind of legitimacy, by restoring the normal conditions of managing the country.

Conduct of counter-rebellion should achieve **two effects** almost simultaneously:

1. Action on land, in its **coercive** phase, is intended to neutralize and destroy rebel groups. It relies on specific courses of action (action on the environment, cordoning, search, interception...) against rebels who may be heavily armed and may have – locally and temporarily – some technological superiority.
2. Then, action on land must, as soon as the operational situation enables it, very quickly produce a mainly **political** effect: securing the theater, which alone permits starting reconstruction operations. This aspect aims at increasing security through control of the environment. It relies on an indirect approach on the populace, which is actually the center of gravity of land action.

Eclairage

Le CDEF a publié cette année un manuel de contre rébellion afin de donner à nos forces des procédés tactiques adaptés aux nouveaux engagements terrestres. La contre rébellion est en effet un mode d'action destiné à s'opposer, durant la phase de stabilisation d'un pays, à une menace asymétrique qui pratique indifféremment la guérilla ou le terrorisme. Elle use de procédés autrefois répandus puis délaissés après la guerre d'Algérie.

Tout d'abord, ce mode d'action tactique se distingue de ceux classiques d'emploi de la force armée en coercition parce que la lutte se fait face à un adversaire irrégulier au sein de la population, dont le contrôle en est l'enjeu. La contre rébellion est une réponse tactique du chef militaire sur le terrain qui doit nécessairement s'insérer dans une **manoeuvre globale** combinant les différents modes d'action de contrôle du terrain et de protection des populations à des formes d'action civiles au profit direct de ces mêmes populations (actions en faveur du développement, éducation, reconstruction...).

L'objectif à atteindre est d'ôter toute légitimité aux forces adverses en rétablissant l'état normal de fonctionnement du pays.

La conduite de la contre rébellion doit aboutir quasi simultanément à **deux effets** :

- 1 - L'action terrestre dans sa partie **coercitive**, vise à neutraliser et détruire les bandes rebelles. Il repose sur des modes d'action spécifiques (l'action sur le milieu, les actions de bouclage, de ratissage, l'interception...) contre des rebelles qui peuvent être lourdement armés et bénéficier localement et temporairement d'une certaine supériorité technologique.
- 2 - L'action terrestre doit ensuite, dès que la situation opérationnelle le permet, produire au plus vite un effet à dominante **politique** : la sécurisation du théâtre, qui seule permet le début des opérations de reconstruction. Ce volet vise à accroître la sécurité par la maîtrise du milieu. Il repose sur une approche indirecte sur les populations qui représente le centre de gravité de l'action terrestre.

PREMIÈRE TABLE RONDE : « TEMOIGNAGES »

« Gagner les cœurs » est un enjeu bien réel des conflits et des guerres actuels

par le Colonel (R) François Mirikelan

Au-delà du rapport de force victorieux, qu'apporte avec elle l'action militaire ?

Si la population est en proie à la peur, l'humiliation et le ressentiment, la victoire risque alors d'être provisoire et illusoire.

Mais il en va tout autrement si la force des armes «gagne les cœurs» en ouvrant la voie à une pacification d'une société en guerre avec elle-même, si elle contribue à une libération des servitudes politiques, idéologiques ou économiques qui écrasaient un peuple.

Mais comment cela se traduit-il en pratique ? Peut-on concilier l'action militaire coercitive par le fer et par le feu et la recherche de l'adhésion de la population ? Jusqu'où la force militaire peut-elle aller et à quel prix ?

A ces questions essentielles, les quatre intervenants ont apporté des réponses concrètes, forts de leur expérience sur trois théâtres très différents : l'Afghanistan, le Liban et le Kosovo.

Ainsi le colonel Franck Chatelus, commandant d'un bataillon en Afghanistan, relate-t-il les actions qu'il a mises en œuvre et leurs conséquences positives sur la population afghane.

Le général de division Olivier de Bavinchove, ancien chef d'état major de la FINUL et REP France fait part de son expérience au Sud Liban : pour lui l'objectif est d'atteindre des buts politiques bien plus que de se faire aimer ou apprécier de la population.

Madame Delphine Borione, actuellement directrice de la coopération culturelle au Ministère des affaires étrangères, ancienne conseillère de Monsieur Bernard Kouchner au Kosovo puis responsable diplomatique à Pristina, relève que la force militaire agit selon des modes d'actions extrêmement variés : posture dissuasive, projets de reconstruction, soutien et formation des forces de sécurité locales.

Enfin Madame Sarah Chayes, journaliste, affirme que si l'enjeu est bien la population, l'objectif est difficile à atteindre sans connaissance de la langue, des spécificités culturelles et des réseaux sociaux. Elle souligne ainsi combien la population locale peut percevoir différemment des actions pourtant mises en œuvre dans une intention positive.

Ces témoignages confirment donc l'intérêt de cette approche, et précisent les conditions de son efficacité.

Témoignage

d'un commandant de bataillon en Afghanistan

par le Colonel Franck Chatelus

«*Les Maleks me demandaient d'abord d'apporter la sécurité dans leur zone, et ensuite de les aider dans le processus de développement économique pour que leur population puisse retrouver du travail.*»

Mesdames et Messieurs,

Il me revient donc l'honneur d'ouvrir cette série de témoignages, et je le ferai en focalisant uniquement sur les procédés d'engagement ayant pour objectif la population qui ont été employés par le bataillon français du commandement régional centre, bataillon que j'ai commandé de février à juillet 2009.

1. Un bataillon adapté à la situation, ayant la population comme enjeu majeur dans une zone d'action sensible.

Ce bataillon, outre trois compagnies du 1^{er} régiment d'infanterie, intégrait dans ses rangs une batterie de mortier, une section de génie, un escadron d'éclairage. Il était renforcé d'éléments de recherche humaine et d'actions civilo-militaires, entités ayant un rôle essentiel à jouer dans nos relations avec la population. En effet, en Afghanistan, comme dans toute guerre de contre-insurrection, la population est l'un des enjeux majeur du conflit. Les Soviétiques aussi l'avaient compris,

mais ils ont échoué parce que leurs choix stratégiques et tactiques vis-à-vis de cette population avaient provoqué son soutien massif à la rébellion. Aussi, à la lumière de cet enseignement et de l'expérience acquise sur le terrain, au contact des Afghans et de la réalité de leur vie, j'ai fait des choix tactiques permettant d'agir sur la population tout en préservant au mieux mes hommes.

Notre zone de responsabilité incluait les plaines situées au nord de Kaboul, quelques quartiers de cette ville, et surtout le district de Surobi, où se trouve la vallée d'Uzbin, lieu de la tragique embuscade du 18 août 2008. Cette vallée, zone de transit et de refuge des insurgés est donc une zone particulièrement sensible où l'ennemi peut se montrer accrocheur et où la population restait dans l'expectative vis-à-vis de la force,



© Bruno Biasutto/ DICOD

n'hésitant pas sinon à soutenir les insurgés, au moins à les laisser agir. Au regard de son caractère stratégique, car cette vallée permet de contrôler les accès de Kaboul depuis le Pakistan, c'est là que j'ai décidé de porter l'effort principal de mon bataillon pour remplir une mission qui consistait à créer des conditions de sécurité



OMLT (Opérationnel Mentoring and Liaison Team) pendant une AMG (Aide médicalisée gratuite) dans un village afghan

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

favorable à la relance de l'économie, à la gouvernance et à appuyer l'action des forces de sécurité afghane. Cette mission impliquait explicitement d'engager le combat lorsque nécessaire et d'aider la population par des actions concrètes en faveur de la relance économique.

2. Des priorités tactiques et stratégiques et des savoir-être adaptés aux enjeux.

21 - Les priorités

Trois priorités générales ont donc été définies, visant à couper les insurgés de tout soutien. D'abord agir sur la population et lui apporter une attention extrême, en ne nous considérant pas comme une force d'occupation mais en recherchant le contact et en lui montrant que nous pouvions lui apporter quelque chose. Le but était au moins d'obtenir une passivité favorable, au mieux de gagner sa confiance, et de l'impliquer à nos côtés. En second lieu, valoriser les autorités locales civiles, militaires et traditionnelles afin d'asseoir les bases d'un pouvoir légitime et reconnu, mais sans nous compromettre. Enfin, notre troisième priorité était de rechercher et

de détruire les moyens des insurgés, mais ce ne sera pas l'objet de cette intervention. Chacune de mes opérations prenait donc en compte ces trois priorités dans des proportions variables.

22 - La maîtrise de savoir-être spécifiques

Les procédés que j'ai choisis, recouvraient tout le spectre de la tactique, allant de la simple exécution à la stratégie. Dans ce type de conflit l'action individuelle peut avoir des conséquences considérables, allant bien au-delà de l'acte lui-même. J'ai donc exigé de mes hommes des comportements spécifiques, adaptés à cette population, visant essentiellement à ne pas provoquer de rejet. La conduite des véhicules devait être non agressive et nous avions mis en place un contrôle strict des tirs de semonce. Il était demandé aux soldats de garder autant que possible une attitude décontractée, de saluer, remercier, mais tout en restant extrêmement vigilant. Nous appelions cela le « guerrier sympathique ». Il s'agissait d'inspirer le respect et non la terreur. C'est difficile, car le soldat peut rapidement se sentir en confiance et baisser la garde, devenant

ainsi vulnérable. A contrario, il peut écraser la population par sa morgue et sa supériorité.

Ces procédés impliquaient parfois de renoncer à une supériorité tactique locale ou temporaire. Mais cela a été accepté au regard des avantages acquis dans la durée. Plusieurs principes ont été retenus :

- Ne pas poster de véhicule ou d'homme sur des positions surplombant directement des habitations, sauf bien sûr en cas d'accrochage.
- Ne pas tirer systématiquement, à chaque mise en batterie des pièces mortiers un ou deux coups fumigènes. Cette technique permet d'assurer d'emblée une plus grande précision en cas d'ouverture du feu. Mais elle a pour effet de faire monter la tension dans la vallée.
- Ne pas ouvrir le feu sur les sentinelles ennemies non armées. Ce sont le plus souvent de simples bergers recrutés ponctuellement. Les éliminer n'aurait fait que créer de la rancœur, sans gain tactique, car aucun mouvement ne passe inaperçu dans ces zones semi-désertiques.

23 - L'action sur la population passe par divers procédés, avec comme objectif l'apport de la sécurité

Nous avons aussi mené vis-à-vis de la population des actions à forte valeur ajoutée :

- Opérations psychologiques en vue de contrecarrer la propagande des insurgés et de diffuser des messages clefs.
- Actions dans le domaine du développement, par le financement et la mise en œuvre de dizaines de microprojets d'agriculture, obligeant les *maleks*⁸ à s'impliquer en venant au contact de la force. Par des travaux de réfections des pistes,

améliorant ma liberté de manœuvre et présentés à la population comme réalisés en sa faveur. Dans le domaine de la santé des aides médicales gratuites ont été régulièrement organisées dont une sur les lieux mêmes d'un accrochage, 48 heures après celui-ci, qui a valu le ralliement du malek du village concerné.

- Actions en faveur de la sécurité et de l'acceptation de la force. Reprise des patrouilles en ville sans casque lourd, en béret, pour faire baisser la tension et donner un sentiment de sécurité. Soutien à la mise en œuvre d'un échange entre une école de Surobi et une école de Sarrebourg. Mise en œuvre d'un procédé consistant, lors de patrouilles en ville, et lorsque la situation était jugée sûre, à faire effectuer des achats par des soldats dans des boutiques de quartier bien ciblées, favorisant ainsi l'établissement de contacts.

Si certains de ces procédés relèvent de la responsabilité du bataillon, d'autres relèvent du niveau stratégique. Ainsi estimant en accord avec le COM RCC que l'éradication du pavot aurait poussé la population de l'Uzbin au désespoir, et que la mise en place d'une politique de substitution serait plus efficace, nous avons choisi ce type d'action plutôt que l'éradication.

l'étranger de nos soldats, assez difficiles à faire acquérir. D'autant plus qu'il faut éviter certains écueils. D'abord celui de s'attacher, car le soldat s'expose alors à de graves désillusions. Ensuite, même dans les situations les plus calmes, ne jamais baisser le niveau de vigilance, car là-bas plus qu'ailleurs, l'ami d'aujourd'hui peut être l'ennemi de demain.

3. Bilan : gagner les cœurs concourt à la sécurité, c'est l'un des moyens d'atteindre l'objectif militaire.

Les effets perceptibles de ces actions ont été principalement le ralliement de nombre de maleks et de quelques insurgés, au risque de leur vie, ainsi que l'évolution favorable de l'attitude de la population, notamment celle des commerçants et celle des enfants. Par ailleurs perçus comme un risque par les insurgés, qui dans leur propagande menaçaient les Afghans qui coopéraient, ces procédés nous ont permis le recueil d'un volume important d'informations. Au final, conjugués aux actions de recherche et de destruction des moyens des insurgés, cette stratégie nous a permis de reprendre le contrôle du Sud de l'Uzbin et d'y rétablir la sécurité.

Pour conclure, il est essentiel de bien prendre conscience que la sécurité intéressait les Afghans en premier lieu. Les Maleks me demandaient d'abord d'apporter la sécurité dans leur zone, et ensuite de les aider dans le processus de développement économique pour que leur population puisse retrouver du travail. Certains reprochaient d'ailleurs à d'autres contingents d'avoir clochardisé la population par des distributions de vivres. Ils affirmaient qu'il valait mieux distribuer des outils et de quoi planter et que le jour où les paysans pourraient cultiver leurs champs et vendre leur production, il n'y aurait plus d'insurgés dans la vallée. Pour moi, gagner les cœurs était donc l'un des moyens, associé à des actions de coercition, de leur apporter la sécurité et de les couper de l'insurrection. Bénéficiant nous même de ce regain de sécurité dans les villages nous pouvions alors nous concentrer sur les opérations contre les insurgés.

8 Sorte de maire local. de maire local.

24 - Les limites de ces procédés

S'ils se révèlent efficaces ces modes d'action ont cependant des limites. D'abord ils exigent de la part de nos hommes une prise de risque certaine. Ensuite, ils ne sont pas favorisés par les équipements de protection indispensables, mais qui créent une sorte de barrière vis-à-vis des habitants, générant parfois une attitude dominatrice. Enfin, ils sont, malgré une bonne culture du contact avec



© Bruno Biasutto / DICOD

L'expérience du théâtre libanais

par le Général de division Olivier de Bavinchove



© Bruno Biasutto/ DICOD

« Gagner les cœurs, n'est pas et ne sera jamais un objectif. L'objectif c'est d'atteindre les buts politiques que s'est fixé la communauté internationale en accord avec les autorités démocratiquement élues et légitimes du gouvernement libanais. »

«Je voudrais mettre l'accent sur les quelques points qui me semblent les plus éclairants»

1. Une opération complexe, importante et ancienne

Parler du Liban en si peu de temps est une gageure. Le Liban est un pays étroitement lié à la France et la France est un acteur premier au Liban. C'est donc parler d'un pays auquel nous français sommes attachés par des liens charnels et passionnés et par un engagement fort autour de valeurs communes. Le Liban est un pays passionnant. L'opération de la FINUL existe depuis un peu plus de 30 ans. La communauté internationale, la France au premier rang, s'est toujours engagée pour garantir au Liban son indépendance, sa souveraineté, sa liberté, même si des périodes de son histoire ont été plus sombres que d'autres. De ce point de vue, le Liban nous a appris probablement la patience et l'humilité ; il nous a permis de prendre conscience que l'engagement militaire n'était pas suffisant, mais également, que l'engagement exclusivement humanitaire ne l'était pas non plus. Il nous a appris que seul un engagement politique fort pouvait permettre d'arriver à une solution. Il demande des politiques d'une certaine façon, patience et continuité, qui sont des facteurs stratégiques décisifs, là comme ailleurs.

Je voudrais caractériser en quelques mots ce qu'est la nouvelle opération des Nations Unies qui s'est déclenchée à l'été 2006. D'abord c'est une opération multinationale importante, parce

qu'elle engage plus de 12.000 hommes sur les 15.000 prévus à l'origine, en soutien des forces armées libanaises.

Ces soldats relèvent de 27 pays, avec une présence majoritaire des pays de l'OTAN qui représentent peu ou prou 60% des effectifs. Cela simplifie l'action de tous les jours, puisque la façon de penser, d'échanger et de procéder (planification) est similaire. Enfin c'est une opération interarmées, avec le déploiement d'une force maritime puissante au large des côtes du Liban assurant la sécurité des approches maritimes, en étroite coordination avec la Marine Libanaise.

2. Des caractéristiques liées aux spécificités d'un théâtre réduit et à des forces puissantes

Je voudrais mettre l'accent sur les quelques points qui me semblent les plus éclairants.

Le premier c'est qu'il y a évidemment une vraie difficulté à faire vivre dans le temps une telle opération, je m'explique : lors du déploiement de la force, très forte volonté initiale, soutien massif de la communauté internationale, unanimité sur les buts politiques mais, progressivement, des blocages se produisent. Les objectifs ne sont de fait plus tout à fait les mêmes et il apparaît une vraie contradiction entre la patience - facteur stratégique essentiel - seule capable d'apporter des solutions sur le long terme, et le souci que nous avons tous d'obtenir des résultats dans un laps de temps qui est plus compatible avec nos horizons. Gérer les deux est un vrai challenge, avec des impulsions qui sont ou ne sont pas apportées par l'ONU, par les

grandes nations représentées au sein de la force et qui veulent évidemment des résultats tangibles, dans le contexte de crise économique qui est le nôtre.

Le deuxième point, c'est que la présence de la FINUL au Liban est une réalité très forte. D'abord parce que la FINUL est devenue une institution connue, respectée et consultée au Liban ; on lui prête beaucoup, on en attend beaucoup, pas un jour sans que des débats surgissent à son propos, sous la plume d'éditorialistes plus ou moins bien inspirés. Et en même temps la FINUL est une force très puissante puisque elle est rassemblée dans une zone qui fait entre cinq et trente kilomètres de large sur environ 40 et 50 kilomètres de profondeur, donc dans un espace géographique extraordinairement réduit au sud du Litani, le long de la Blue Line, qui matérialise la séparation avec l'Etat d'Israël. Il y a là une vraie capacité militaire pour contrôler le terrain et faire en sorte que les choses ne puissent dégénérer.

Troisième élément, la FINUL n'agit pas seule, et je crois que c'est l'originalité très forte de la résolution 1701 de 2006. Par «définition», nous ne sommes pas en première ligne dans les différentes actions qu'il y a à mener pour maintenir la stabilité, nous sommes systématiquement en soutien et nous agissons en coordination constante avec les forces armées libanaises. Ce soutien se manifeste par beaucoup d'actions différentes, car l'objectif n'est pas de résoudre les problèmes avec la FINUL. L'objectif c'est que les forces armées libanaises qui ont traversé des moments très difficiles jusqu'en 2005, date de départ des forces d'occupation syriennes, ces forces armées libanaises prennent toutes leurs responsabilités dans cette région du Liban. Il faut donc accepter deux choses. La première c'est que les forces armées libanaises aient le temps de monter en puissance et que nous les aidions effectivement au cours

de cette phase décisive. Et la deuxième c'est qu'elles soient perçues par la population, qui depuis 30 ans n'a vu que la FINUL ou des forces du Hezbollah, comme étant le principal pourvoyeur de sécurité dans cette zone. Là aussi, cela prendra du temps pour surmonter un sentiment général de fragilité et créer les conditions de la confiance ; on ne peut pas obtenir des résultats durables extrêmement rapidement, il faut du temps. Enfin, je voudrais conclure cette partie en évoquant ceux qui mènent l'action de tous les jours, nos soldats. En opérations au Liban, ils ont l'immense sentiment de fierté de servir utilement et effectivement dans un pays ami, de mener des actions concrètes de sécurité afin de soulager ceux qui ont souffert trop longtemps. Leur comportement sur le terrain est remarquable et perçu comme tel par tous ceux qui les observent.

3. L'aide à la population constitue un des problèmes majeurs de la FINUL

Concrètement, l'aide à la population est constante puisque l'organisation même de la FINUL fait que chaque bataillon est responsable d'une petite zone de quelques villages. Au sein de cette zone, chacun de ces bataillons dispose de quelques moyens financiers permettant de réaliser de petites opérations, ce que nous appelons les «quick impact projects». Il y a toutefois deux difficultés. Certains contingents comme la Corée du Sud sont très bien dotés, et investissent utilement plusieurs millions d'euros dans des projets significatifs et visibles au profit de la population, alors que d'autres ne disposent pas des mêmes enveloppes. L'aide apportée n'est donc pas la même selon les zones territoriales

d'implantation des contingents et l'EM de la FINUL ne dispose pas des moyens nécessaires pour compenser ces efforts nationaux. Le degré «d'acceptance» et de compréhension par la population, entre ceux qui ont la chance d'héberger des contingents richement dotés, et ceux qui ont un autre contingent est donc variable et crée des difficultés quotidiennes, dans une zone qui, je le rappelle est toute petite, et où tout se sait très vite. Par ailleurs, dans cette zone très complexe, occupée par l'armée israélienne jusqu'en 2000, et où des forces politiques sont puissamment implantées, cette action de la force internationale, n'est pas toujours suffisamment accompagnée et mise en valeur, alors qu'elle revêt une réelle importance sur la durée. Les opérations d'influence des uns et des autres couvrent bien souvent l'action positive que mènent les forces de l'ONU.



Deux AMX10P du 152^e RI en patrouille au Liban pendant leur mandat FINUL

© Olivier DUBOIS/SIRPA Terre

4. Gagner les cœurs : un moyen et non pas un objectif

Enfin, je voudrais terminer ce court propos, en disant que gagner les cœurs, n'est pas et ne sera jamais un objectif. L'objectif c'est d'atteindre les buts politiques que s'est fixé la communauté internationale en accord avec les autorités démocratiquement élues et légitimes du gouvernement libanais. Les buts politiques sont clairs et la résolution 1701 les mentionne

précisément. En revanche, lorsqu'une décision aussi importante que l'engagement d'une force multinationale est prise, il faudrait disposer dès le départ d'une grille de lecture, permettant d'évaluer les avancées effectivement réalisées, année après année, semestre après semestre. Cela me semble essentiel, car l'effort que nous consentons au profit du pays dans lequel cette intervention se fait, doit coïncider avec des efforts comparables des différentes parties prenantes. Un dispositif d'évaluation, impartial et

objectif, serait grandement utile et permettrait de rendre compte des progrès ou de l'absence de progrès, domaines par domaines. Plus que de gagner les cœurs, il me paraît très important de communiquer, d'expliquer, de rassurer, d'éclairer sur ce que nous entreprenons, de donner confiance, pour effectivement faire et faire faire les pas nécessaires à l'atteinte de nos objectifs. Autrement, le risque d'enlèvement ou d'aveuglement, faute d'un dispositif d'évaluation performant, existe.

Questions/Réponses

Qu'en est-il des méthodes des autres pays qui interviennent dans les mêmes zones ? Quels sentiments peut-on porter sur les éventuelles différences de méthode ?

À votre question, je répondrais qu'il existe des différences de méthodes au sein d'une force multinationale mais là n'est pas l'essentiel. L'indifférence me semble plus préoccupante que la différence de méthode. S'engager dans une telle opération est exigeant. Cela demande beaucoup à nos soldats, beaucoup aussi à la population qui nous accueille et qui voit se succéder des contingents. Inéluctablement une forme d'usure s'installent entre les uns et les autres. Il faut la combattre résolument. L'indifférence, si elle devenait commune, serait extrêmement préjudiciable à l'atteinte de nos objectifs. J'ajoute qu'il existe un modèle dominant en ce qui concerne la sécurité de nos forces et que ce modèle isole. Il est vrai que l'isolement est une forme de sécurité, mais ce n'est pas vraiment adapté à nos objectifs. Il

faut sortir de ce modèle dominant où nous agissons à partir de bases ultra sécurisées pour mener des raids ponctuels à l'extérieur de nos enceintes, qui sont vécus comme autant d'agressions par la population auprès de laquelle nous sommes chargés d'intervenir.

Le char Leclerc peut, lorsqu'il est engagé, altérer la voirie des villages. Aussi quels sont les avantages et inconvénients d'engager ces chars ? Prenons-nous bien en compte toutes les conséquences sur les populations civiles, et notamment sur les autorités locales, de leur emploi ?

Concernant l'emploi des moyens, notamment les chars Leclerc, le Proche Orient est une région du monde où les moyens modernes et sophistiqués de combat existent en grand nombre. Des milliers de chars sont déployés dans un rayon relativement restreint. Ils sont remarquablement efficaces, servis par des équipages compétents, puissants et modernes, présents dans à peu près tous les pays de la zone. Il serait donc inconséquent qu'une force internationale, puisse y être déployée, sans disposer d'un niveau d'équipements similaires à ce

qu'on va trouver sur place. C'est une question essentielle pour la crédibilité de cette force. En ce qui concerne les nuisances qui peuvent surgir ici ou là, les équipages de char font vraiment preuve d'intelligence de situation et en minimisent les effets les plus indésirables. Il peut arriver des incidents, mais chacun doit comprendre que la FINUL agit comme une force de stabilité.

Le Liban... du sang versé... français et pourtant un amour sans limite. Pouvez-vous nous dire ce que vous tirez de votre expérience au sens professionnel et au sens personnel ?

Ce que je retire de cette année ? Bien sûr la connaissance des hommes, des acteurs, de ceux qui impriment une marque. Cependant un an en opérations au Liban, c'est beaucoup trop court pour vraiment connaître le vécu de ces hommes, les ressorts secrets qui les font réagir, les liens qui existent entre les uns et les autres. Si nous voulons peser sur le cours des événements, il sera nécessaire de rester plus longtemps qu'une année, sans toutefois rester trop longtemps...

Le cas du Kosovo

par Madame Delphine Borione

« L'avis du militaire et son analyse de la situation ont toujours été pris en compte de façon très importante dans les décisions. »



© Bruno Biasutto / DICOD

déployer la mission européenne de sécurité et de défense sur le terrain. Il ne faut pas oublier en effet que la tension est encore très élevée entre communautés, que les haines ou la volonté d'en découdre sont vivaces et que tout affrontement si petit soit-il peut dégénérer. La grande réussite de ces deux années, 2008 et 2009, que l'on doit vraiment imputer aussi à l'action de la KFOR, a été d'éviter des affrontements directs entre communautés. Cela a contribué à restaurer la confiance. Le conflit s'est alors davantage déplacé vers un champ politique et diplomatique.

1. Situation de post-crise mais une situation incertaine

Il est clair qu'aujourd'hui nous sommes au Kosovo dans une situation post crise, où les actions violentes sont rares et limitées. S'il s'agit bien d'assurer un environnement sûr et sécurisé, beaucoup moins de mener des opérations véritablement armées, mais plutôt d'exercer toute cette panoplie d'autres types d'actions comme les actions de dissuasion,

d'intermédiation, de reconstruction, et d'essayer de viser à la réconciliation entre les communautés.

Le bilan de ces deux dernières années est très positif mais la route était bien incertaine quand je suis partie en novembre 2007 pour prendre la direction du poste de liaison de la France au Kosovo. On ne savait pas alors quelles seraient les réactions à l'indépendance, on craignait un exode des Serbes et des heurts entre communautés. Il a été difficile de

2. Le rôle du militaire dans la gestion de crise

Comme dans chaque opération extérieure, les spécificités sont multiples. Je vais me concentrer sur trois points particuliers :

1/ le militaire comme composante d'une tutelle internationale d'un territoire et par conséquent le lien très fort entre militaire et politique,

2/ le militaire comme élément d'un paysage multilatéral particulièrement complexe ce qui n'a pas simplifié d'action de la force, et

3/ le militaire comme soutien, voire substitut d'une cohésion communautaire et sociale défaillante.

Avant d'entrer dans ces trois thèmes, il convient de rappeler un premier paradoxe de l'opération du Kosovo. En 99, il y avait à la fois une opération armée avec des bombardements aériens, et une absence d'hommes sur le terrain. Au même moment, les forces armées étaient très présentes dans les camps de réfugiés accueillant les Kosovars, construisant les tentes... On y trouvait ainsi déjà cette alliance des «armes et des cœurs». Ce lien entre militaire et humanitaire a d'ailleurs été très utile d'un point de vue logistique pour l'accueil des réfugiés et également dans l'interaction qu'il a pu y avoir entre les acteurs concernés. Chacune des parties, autant les ONG que les militaires, ont beaucoup appris de cette organisation.

21 - le militaire comme composante d'une tutelle internationale

La spécificité du Kosovo d'aujourd'hui est de reposer sur la résolution de l'AGNU 12.44/ 99, créant la tutelle internationale du Kosovo, fondée sur deux piliers, un pilier civil, avec un représentant civil international de l'ONU, soutenu par l'OSCE et l'Union européenne pour le volet économique, et un pilier militaire qui a à la fois des responsabilités propres, mais qui est complètement mêlé en fait dans les décisions politiques qui ont pu être prises pendant toutes ces années. Cela

« Sur le terrain, les équipes de liaison et de monitoring sont très importantes. »

signifie que l'avis du militaire et son analyse de la situation ont toujours été pris en compte de façon très importante dans les décisions, y compris dans le processus qui s'est tenu depuis les premiers jours où les réunions étaient quotidiennes entre le représentant du secrétaire général des nations unies et le commandant de la KFOR. Cela continue aujourd'hui, sous une forme renouvelée, avec la mise en place du plan Ahtisaari sur le terrain. Le représentant civil international, Peter FEITH continue de consulter les militaires pour prendre des décisions de nature politique. Cela implique aussi que la KFOR est un acteur à part entière du jeu politique par son action propre de communication et par les messages prodigués. Au point de vue sécuritaire, cela va donc au-delà de l'action réelle sur le terrain. Il faut en effet rassurer tous les camps, être un facteur de dissuasion. Pendant toute cette période que j'ai vécue autour de l'indépendance, la présence constante du commandant de la KFOR, le général de Marnhac, sur le terrain et dans les médias a été un facteur très important de cette stabilité. Sur le terrain, les équipes de liaison et de monitoring sont très importantes. Elles permettent de se renseigner sur l'état d'esprit des populations mais également, même si c'est fait de façon plus discrète, pour faire passer des messages de dissuasion relatif à l'emploi de la violence, ou de dialogue entre communautés. Mais des actions de négociation et d'intermédiation sont également menées. Le rôle de la task force nord,

qui est sur la ligne de l'Ibar a été très important entre des communautés qui ne veulent pas se parler. Elle a pris place quelquefois en substitut d'une administration civile qui avait du mal à s'affirmer sur le terrain. En effet, la MINUK a été progressivement discréditée du côté des Kosovars albanais et le bureau civil international (ICO) n'était pas accepté du côté serbe. Le rôle de la task force nord a été très actif et très utile quand il y a eu des affrontements début 2009 ou lors des heurts liés aux reconstructions à Kroi I Vitakut. Ce contexte politique s'est traduit par un cheminement difficile pour trouver exactement la voie politique la plus sûre dans ces multiples contraintes internationales. Cela a demandé de la part des forces armées un très grand sens de l'adaptation, une très grande réactivité dans des calendriers, des agendas évolutifs, très souvent décidés à la dernière minute.

22 - le militaire comme élément d'un paysage multilatéral complexe

L'intervention militaire au Kosovo est un élément d'un paysage multilatéral particulièrement complexe du fait des multiples intervenants sur le terrain ayant chacun un positionnement politique propre par rapport à la question de l'indépendance. Pour brosser rapidement ce paysage institutionnel, il y a une mission des Nations Unies au Kosovo qui est encore présente car la résolution 12.44 est toujours en vigueur. Elle doit bien sûr en respecter la neutralité puisque la majorité des États qui la compose n'a pas retenu l'indépendance du Kosovo. De l'autre côté, il y a également des institutions kosovares qui entendent

bien affirmer leur indépendance, soutenues par des pays (notamment, outre la France, les USA, la Grande Bretagne, l'Italie et l'Allemagne) qui sont très présents sur le terrain. Il y a également la mission EULEX qui s'est déployée dans le contexte du plan Ahtisaari, mais qui du fait de la non reconnaissance du Kosovo par cinq Etats membres de l'Union européenne doit observer une grande prudence dans son positionnement et opère, sous le mandat de l'action conjointe européenne, mais aussi sous la tutelle générale de la résolution 1244.

La KFOR doit donc en quelque sorte jongler et arriver à s'adapter en gérant sa propre multi-nationalité. Elle doit ainsi parfois agir parfois sans les garanties écrites qui devraient exister dans ce type d'intervention.

23 - le militaire comme soutien, voire substitut d'une cohésion communautaire et sociale défaillante

Le militaire devient le soutien voire le substitut d'une cohésion communautaire et sociale défaillante. C'est en particulier le rôle du CIMIC. La KFOR contribue ainsi à compenser l'absence d'institution et de capacité locale. Tout ceci demande encore de très grandes capacités d'adaptation et d'analyse de la situation du terrain, un grand sens politique et une relation très étroite bien sûr avec les représentants civils.

Personnellement, je ne peux que me réjouir des excellentes relations que nous avons pu développer avec tous les représentants militaires qui ont facilité le travail de tous. Je voudrais aussi rendre un hommage aux militaires français qui ont représenté la France au Kosovo, parce que je l'ai

constaté sur le terrain. Les généraux de la KFOR notamment français, que ce soit les généraux Valentin, Kermabon et Marnhac se sont particulièrement illustrés par leur action.

Enfin, pour évoquer brièvement quelques défis majeurs qui sont devant nous, je citerai : défi du retrait des forces militaires qui est permis par la stabilisation sur le terrain, défi aussi du déploiement d'une mission européenne qui constitue un enjeu considérable pour la construction de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense, et défi de la construction d'un État qui se trouve de par sa position géographique au cœur de l'Europe. Même si les facteurs de désengagement sont établis, un accompagnement pendant cette période reste nécessaire car la situation reste fragile.

3. L'action internationale à l'épreuve du terrain

Dans ces pays où nous sommes confrontés à des populations qui ont

subi des épreuves terribles, où on arrive avec des grands idéaux tels qu'apporter la paix et la démocratie, il est clair que nous, communauté internationale, avons une marge de progression importante dans la mise en place et la gestion des processus de reconstruction et de développement. Il faut pour cela pallier les insuffisances de notre propre organisation internationale.

31 - Des insuffisances et des erreurs

Regardons par exemple l'action de la mission des Nations Unies au Kosovo, la MINUK. Le mandat qui lui a été confié était un des plus importants jamais donné à une mission de maintien de la paix. En effet, le représentant spécial du secrétaire général avait au départ à la fois le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif puisqu'il gouvernait avec des résolutions, et le contrôle du judiciaire. Mais cette mission qui était au départ très performante, malgré les immenses défis à relever (et on peut aussi en féliciter le premier représentant spécial du Secrétaire Général, Bernard Kouchner) est devenue de plus en plus



Surveillance du pont de Mitrovica par les personnels du 3^e RPIMa et du 35^e RAP

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre



Le Cne Céline PELETIN, adjoint à la cellule ACM de la Task Force Multinationale Nord lors d'une rencontre avec Mr MURTEZA Berisha directeur de la bibliothèque de Mitrovica

© Jean-Baptiste TABONE/SIRPA Terre

bureaucratique, a connu aussi des cas de corruption, a rencontré de plus en plus de critiques dans la population pour l'absence de décisions et le manque de résultats dans la justice.

Si nous devons juger l'action de la force armée, il faut reconnaître aussi des erreurs. Nous avons payé très cher la gestion de l'insurrection, au départ localisée, de mars 2004. La KFOR a été dépassée. Elle n'a pas réagi suffisamment vite parce que ses règles d'engagements étaient trop restreintes et qu'il y a eu aussi des lenteurs dans le processus de décision.

Le désengagement au profit des institutions ou des forces locales doit être rapide. Le contraste entre le niveau de vie d'employés internationaux surpayés et le niveau de développement de l'ensemble de la population créée forcément des tensions. Nous le payons maintenant par une forme de rejet et de discrédit. Il est nécessaire également

de mieux contrôler l'utilisation des moyens mis à la disposition de la population en termes économiques pour le développement et la mise en place d'institutions démocratiques.

Il nous revient donc de poser des règles et de donner des perspectives d'évolution. C'est le seul moyen pour combattre les tendances naturelles dans les pays de cette région qui conduisent aux trafics et à la corruption. A ce sujet, nous avons été parfois trop peu regardants sur certaines personnalités et sur certaines pratiques. Certes, il faut en même temps gérer la stabilité, ce qui peut amener à des arbitrages difficiles.

32 - Pour un bilan encourageant malgré tout

En conclusion, Il apparaît bien que c'est au politique de résoudre la complexité des enjeux de pouvoir et

de donner les orientations de l'action de maintien de la paix, qu'elle soit militaire ou autre. Au bilan, je ne pense pas que nous ayons à rougir de notre action. Je ne dis pas que la communauté internationale a géré la situation au Kosovo de façon parfaite, mais nous avons essayé de le faire le mieux possible, et les résultats sont globalement positifs. Il faut aussi garder une certaine modestie dans l'analyse des phénomènes et savoir accepter que la situation n'évolue pas exactement comme nous le souhaiterions. Il serait naïf de penser transformer le Kosovo en une petite Suisse en dix ans. Il faut donc savoir donner du temps au temps, tout en s'efforçant d'améliorer le processus général pour une meilleure efficacité.

La complémentarité civilo-militaire à la lumière des opérations d'aujourd'hui

par Madame Sarah Chayes

« L'enjeu c'est la population. Il est inutile de chercher à mener une campagne contre-insurrection sur le terrain s'il n'y a pas un cadre politique global. »



Sarah Chayes © MCH HINSBERGER/CDEF

1. La population comme enjeu

L'enjeu c'est la population. Mais dans une campagne dont l'enjeu est la population, le renseignement est capital. Cela nécessite un changement profond des mentalités civiles autant que militaires. En fait il faut d'abord connaître la population et ce n'est pas facile. Je vais vous en donner un exemple : peu de temps après l'arrivée du général McChrystal en Afghanistan, une réunion a été organisée à Kandahar au sujet des élections. Ce jour là, le chef de police de la ville a été assassiné. Le sous-chef régional de la police a été nommé à sa place. Cela semble à peu près normal. Or il se trouve qu'il est le beau-frère du petit frère du président Karzaï, et aussi le beau-frère par sa femme de l'ancien gouverneur de la province d'Almund où les Anglais ont refusé de déployer leurs forces tant que cet homme resterait gouverneur de la province. Par ailleurs sa famille est connue dans le sud comme étant une des plus impliquées dans le trafic d'opium. Elle a noué également des liens étroits avec l'insurrection. Les Afghans connaissent tout cela. De notre côté, nos services de renseignement sont capables de faire des analyses très approfondies du réseau des Taliban mais ne font pas la même chose pour la connaissance du milieu humain. Du coup, une campagne axée sur la population est un peu handicapée.

Je regarde le titre de mon discours «la complémentarité civilo-militaire» que je n'arrive presque pas à prononcer. Je ne vais donc peut-être pas coller exactement au titre de ces dix minutes que vous m'octroyez.

2. La corruption attise l'insurrection

Considérer la population comme un enjeu permet de faire tomber plusieurs mythes. Je vais me concentrer sur celui de la corruption. Je n'ai entendu parler de la culture de corruption en Afghanistan que par les étrangers. En huit ans, aucun Afghan ne m'a déclaré que la corruption est une chose normale et qu'il ne faut pas s'en inquiéter. Les criminels qui sévissaient au début des années 90 ont été chassés hors du pays par le biais des Taliban en 1994. Nous, américains, les avons ramenés, dans le cadre du jeu «l'ennemi de mon ennemi, est mon ami». Si cela fonctionne sur le plan militaire, il n'en va pas de même quand on les installe dans des postes au sein du gouvernement. Au résultat et comme cela était prévisible, un système criminel et mafieux s'est érigé, qui se déguise désormais en gouvernement. Ainsi, au lieu d'avoir un système de taxes normal qui permet au gouvernement central d'allouer des budgets au profit de la population, l'argent va de bas en haut sous forme d'achat de fonction ou «cadeaux» tandis que le sommet assure aux subordonnés la permission d'extraire les ressources, la protection, et la punition, s'ils essayent de contrer le système. Ce système capte au moins cinq formes de revenu. Les ressources du développement sont détournées, par le biais de compagnies liées aux hauts fonctionnaires, et qui vendent les contrats aux sous-traitants et ainsi de suite. Puis il y a ce qu'on appelle «la petite corruption», les quelques euros demandés par des policiers sur la route, ou des clerks dans des bureaux, mais qui se monte, entre la frontière et la ville de Kandahar par exemple, à environ dix millions de dollars par an. Il y a détournement des taxes douanières, la sous-estimation de la valeur des ressources naturelles pour des commissions – la perte pour l'Afghanistan peut s'élever aux milliards d'euros – trafic des ressources naturelles, monopole des licences commerciales, et tout ça sans parler de la drogue. Au moment où nous nous demandons comment l'Afghanistan va pouvoir subvenir à l'expansion de ses forces armées, je vous montre que l'argent existe bien.

Les Afghans connaissent cette corruption et la ressentent. Ils savent exactement que le contrat pour un pont par exemple a été conclu pour un montant d'un million d'euros, mais que le coût effectif de construction s'est élevé à 20.000 ou 30.000 euros pour un travail de mauvaise qualité. La différence a servi à un enrichissement personnel. Prétendre qu'un tel projet est mieux que rien offense les Afghans.

De fait les Afghans ont commencé à rejeter notre présence, mais pas pour des raisons culturelles ou religieuses. Parce qu'ils considèrent que ce que nous faisons, est pire que ce que faisaient les Taliban quand ils étaient au pouvoir. Il n'y a aucune raison idéologique dans le soutien de la population aux insurgés.

3. La stratégie des insurgés repose sur l'influence sur la population

La victoire dans ces guerres nouvelles passant par l'influence sur la population et non par un gain de terrain, il faut par conséquent changer notre façon de penser et laisser de côté nos idées préconçues. Ainsi on a eu tendance à dire que l'élection récente avait été un échec pour les Taliban parce qu'il y avait eu peu d'attaques. Mais le but des Taliban n'était pas de mener des attaques. C'était d'empêcher les gens de voter. Ils y ont réussi. Dans la province de Kandahar, il n'y a pas eu de vote dans 13 districts sur 17 parce que les Taliban contrôlaient tellement la population que personne n'osait sortir de sa maison. Ils n'avaient donc pas besoin de mener des attaques qu'ils réservent aux endroits où ils ne contrôlent pas totalement la population. Il faut donc cesser de considérer dans le cadre de nos briefings «*info ops*» que seules les attaques contre nos forces sont importantes mais considérer davantage celles menées contre la population afghane.

Par ailleurs, les Taliban sont parfois prêts à accepter une défaite pour un gain en matière de communication. Ainsi, j'ai vu deux fois les Taliban s'accaparer d'un district, pour quelques jours, le temps pour l'ISAF de monter une contre-attaque. Les Taliban se sont retirés. Mais leur attaque a suffisamment déstabilisé la population pour la rendre vulnérable ensuite à des actions d'intimidation que les étrangers ne voyaient guère. Du coup, après deux «victoires» de l'ISAF, ce district est maintenant aux mains des Taliban. L'efficacité des Taliban ou des plus largement des insurgés doit être appréciée au regard du contrôle qu'ils exercent sur la population, et pas au regard du nombre d'attaques qu'ils mènent contre nos forces. Nous devrions regarder, par exemple : leur contrôle des routes et moyens de communication, par le biais de check points et par la fermeture des tours de téléphonie mobile, leur taxation de la population, et leur main mise sur la fonction judiciaire.



LTN LALY, chef de section de la 4e section de la 1^{ère} Cie du 1^{er} RI pendant une patrouille de nuit dans le centre de Kaboul

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

4. Le rôle des militaires est indispensable

Il y a bien évidemment un rôle pour les militaires de la coalition. Mais le président Karzaï avait raison, quand il déclarait au début de l'intervention qu'une force de maintien de la paix était nécessaire alors que les occidentaux en général et les Américains en particulier ne pensaient qu'à Al-Qaïda. Cette erreur a amené le retour des Taliban et l'insurrection que nous connaissons – car nous avons fermé les yeux sur l'organisation des Taliban par l'institution militaire pakistanaise, et sur la corruption des gens que nous avons ramenés au pouvoir en Afghanistan. Il est par conséquent, impossible désormais de mener une action civile sans l'appui des militaires. Cela nécessite d'avoir de vrais spécialistes du monde afghan. A cet égard, ce sujet fait débat dans les forces armées aux Etats-Unis où un programme, appelé «*Afghan Hands*», est développé, consistant à privilégier l'envoi de

personnels connaissant bien le terrain et la population, qui seront déployés pour plusieurs tours pendant trois à cinq ans.

Je tire plusieurs conclusions de mon expérience. Premièrement, il est inutile de chercher à mener une campagne «*COIN*» sur le terrain s'il n'y a pas un cadre politique global. Le conflit face à l'insurrection même s'il est très bien mené par les militaires, sera perdu. Deuxièmement le réalisme en matière de relations internationales ne fonctionne pas si on ne s'appuie pas sur les principes de base liés à la dignité humaine. Troisièmement, les cœurs se gagnent en donnant cette dignité et de la justice, plus que de l'argent et en contrant éventuellement le système en place, s'il est abusif au lieu de le soutenir.

SECONDE TABLE RONDE :

« PROSPECTIVES »

par le Colonel (R) François Mirikelan

Si importants que soient les efforts accomplis par les militaires, en termes de sécurité, de reconstruction, d'aide au développement, ils ne peuvent gagner à eux seuls le cœur de la population.

C'est la force de l'engagement politique, l'implication des autorités politiques locales qui permettent d'emporter l'adhésion de la population.

Les deux approches doivent donc être coordonnées.

Le Général de division Michel Stollsteiner expose ainsi l'importance de la complémentarité civilo-militaire dans les opérations et la doctrine de l'OTAN. L'empreinte et l'interférence mutuelles du militaire et du civil lui apparaissent plus accentuées du fait de la prépondérance des conflits asymétriques, mais aussi de la participation d'acteurs de plus en plus nombreux dans la gestion des crises. Il dresse le tableau des concepts stratégiques et des outils de planification existants au sein de l'OTAN tout en précisant que de nouvelles réponses sont en cours d'élaboration.

Monsieur Benjamin Salama pose la question : « *Quels engagements pour nos Forces terrestres dans un environnement islamique ?* » Il évoque le sentiment d'humiliation parmi les arabo-musulmans : sentiment partagé, ressassé, de génération en génération dans les écoles, les mosquées et dans les médias. Il explique toutes les possibilités d'instrumentalisations que cela offre aux islamistes.

Monsieur Etienne de Durand souligne que la force militaire ne peut à elle seule produire le résultat recherché, qui est de nature politique. Au mieux la force permet de créer une des conditions essentielles. Mais d'autres facteurs, politiques et économiques doivent être réunis pour pouvoir déboucher progressivement sur la paix.

Ainsi l'action militaire qui ramène la sécurité et amorce la reconstruction est un élément d'une stratégie de paix : elle en donne l'exemple sur le terrain et témoigne de la volonté politique pacificatrice de la nation qui a fait intervenir ses forces armées.

« Vers une nouvelle complémentarité civilo-militaire à l'OTAN »

par le Général de division Michel Stollsteiner

« *La séparation entre opération militaire et de guerre d'une part, et opération civile ou civilo-militaire de sécurité d'autre part s'est estompée.* »

Je suis actuellement conseiller spécial auprès de l'Amiral STAVRIDRIS, le nouveau SACEUR depuis trois mois. Je vais traiter de la nouvelle complémentarité civilo-militaire.

1. La complémentarité civilo-militaire dans les opérations, une réalité qui s'est imposée à l'OTAN

Celle-ci, selon moi, n'est pas nouvelle. La nouveauté, dans les mois ou les années qui vont venir, c'est l'évolution du contenu de cette complémentarité. Dans le contexte actuel, la séparation entre opération militaire et de guerre d'une part, et opération civile ou civilo-militaire de sécurité d'autre part s'est estompée. Cette constatation de notre livre blanc s'applique à tous les acteurs des crises et s'adapte bien évidemment aussi à l'OTAN où existe déjà une complémentarité civilo-militaire dans les opérations menées par l'Alliance. En fait, même le tout militaire dans les conflits, y compris les plus durs, a toujours pris en compte l'environnement civil. Aujourd'hui la prépondérance des conflits asymétriques, mais aussi l'influence de la mondialisation qui induit la participation d'acteurs de plus en plus nombreux dans la



© Bruno Biasutto / DICOD

gestion des crises y compris dans les coins les plus reculés de notre planète, a accentué les interférences mutuelles du militaire et du civil au sens large. Au sein de l'OTAN, cette dimension est prise en compte et amène à poser des questions telles que : « doit-on doter l'OTAN de nouvelles capacités et écrire une nouvelle doctrine pour les opérations de gestion de crise en appui d'un concept stratégique en pleine refonte », ou bien « quel rôle donner aux autres organisations multinationales ou internationales comme

l'ONU, l'Union européenne ou les organisations régionales de sécurité dans la gestion de crise». Je limiterai mon propos en dressant en premier lieu le tableau des outils existant au sein de l'Alliance Atlantique et en précisant la mise en œuvre de cette complémentarité au travers des opérations actuelles avant d'élargir la réflexion sur les conséquences possibles du nouveau concept stratégique de l'OTAN en cours d'élaboration.

2. L'approche globale : élément essentiel du concept stratégique et des interventions de l'Alliance

Tout d'abord, cette complémentarité civilo-militaire est déjà prise en compte au travers d'outils validés ou en cours de validation au sein de l'OTAN et en particulier à SHAPE. Les premières opérations de l'OTAN menées après la fin de la guerre froide, dans les Balkans, en Bosnie Herzégovine, puis au Kosovo, ont amené l'Alliance à s'inscrire dans un registre moins militaire, celui des missions de réforme des secteurs de la sécurité en particulier. Cela s'est matérialisé dans le précédent concept stratégique défini au cours du sommet de Washington en 1999. Cette approche est aussi perceptible dans les outils de planification. Ainsi, une directive de planification opérationnelle globale est actuellement en cours de validation afin de remplacer la traditionnelle directive pour la planification opérationnelle. Cette directive définit l'approche globale ou « *comprehensive approach* » qui est mise en œuvre entre autres en Afghanistan. Dans l'esprit de cette directive, l'OTAN doit dans le cadre de la planification, systématiquement collaborer de facto avec ses partenaires, les Nations Unies, les autres organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les acteurs locaux. En outre, plusieurs documents complémentaires datant des années 2000 plantent le décor doctrinal et encadrent cette complémentarité civilo-militaire. Il est intéressant de noter par exemple, un manuel abrégé de références qui date de 2006, dans lequel l'OTAN a mis à jour sa doctrine pour les actions civilo-militaires. Le CIMIC est depuis présenté comme l'outil structurant, l'interface entre le commandeur et l'environnement civil, que ce soit dans le

cadre de la défense collective, article V, qui est donc une des conditions d'engagement de l'OTAN ou pour les opérations non article V. Ainsi, que ce soit pour la planification ou la conduite des opérations, le commandeur devient un acteur de cette complémentarité civilo-militaire. Faut-il aller encore plus loin ? Auparavant permettez-moi d'envisager cette complémentarité civilo-militaire à l'épreuve de la réalité. De l'Afghanistan aux Balkans, du Darfour à la Méditerranée, de la contre insurrection à la formation de la police, le champ d'application des opérations de l'Alliance s'est sans cesse élargi depuis 2000, associant de plus en plus les acteurs civils. Ainsi l'Afghanistan peut-il être considéré comme un laboratoire des nouvelles pratiques de l'OTAN. Le nom de la mission en lui-même est particulièrement évocateur puisque la FIAS signifie force internationale d'assistance à la sécurité. Sur ce même théâtre, certaines tâches comme la lutte contre les narcotiques et celle contre la corruption ont été prises en compte par l'OTAN. Elles s'apparentent au secteur de la sécurité et représentent des domaines essentiels pour pouvoir améliorer les conditions de développement. La nécessaire et étroite coopération civilo-militaire entre tous les acteurs est reconnue. L'exemple des équipes provinciales de reconstruction (PRT) est à cet égard très instructif. Elles ont été mises en place avec un concept validé par l'OTAN. Cependant il y a pour le commandement sur place une difficulté à coordonner leur action car chaque nation dans ce domaine en garde le contrôle dans la mesure où elle finance les projets. La FIAS engage donc au profit des PRT, les moyens militaires leur permettant d'opérer dans de bonnes conditions de sécurité.

« Faut-il aller encore plus loin ? Auparavant permettez-moi d'envisager cette complémentarité civilo-militaire à l'épreuve de la réalité. »

Sur d'autres théâtres comme l'Irak, alors que les troupes américaines se désengagent, la mission de l'OTAN assure la formation des acteurs locaux en matière de sécurité. Au Kosovo, la guerre conventionnelle qui n'a duré que quelques semaines a très rapidement laissé la place à une opération de stabilisation. Actuellement, la KFOR a transmis le relais à EULEX pour la montée en puissance d'un ministère kosovar de la sécurité et la formation des forces de sécurité. Enfin dans un autre registre, l'OTAN est engagée avec Active Endeavour en Méditerranée, opération maritime lancée après les attentats de 2001, dans une seule opération de type article V. Celle-ci vise à décourager les activités terroristes.

Les moyens militaires qui sont incontournables dans cette opération ne sont cependant pas suffisants. Par conséquent, il a été créé dans son prolongement un système de surveillance du milieu maritime impliquant de nombreux acteurs qui débordent largement le cadre des correspondants habituels de l'OTAN. La complémentarité civilo-militaire a donc été perçue par l'Alliance sans que les conséquences n'en aient été intégralement tirées pour le moment.

3. Des ambitions et des limites

L'élaboration du nouveau concept stratégique qui devrait paraître lors du prochain sommet de l'OTAN en fin d'année 2010, constitue une réelle opportunité, en prenant en compte, sans présager de ce que les Nations conviendront, ce qui suit. L'OTAN comme l'a présenté le précédent SACEUR, le Général CRADOCK est une organisation de défense collective et de sécurité, qui affiche de grandes ambitions pour conduire des opérations multiformes comme la lutte contre la piraterie, la menace cybernétique ou la préservation de la sécurité énergétique. Cela nécessite

toutefois d'élargir le champ des acteurs avec des capacités qui doivent naturellement se compléter. Cependant, dans l'Alliance, ces capacités sont et à l'avenir, seront encore plus limitées du fait du contexte de restriction budgétaire. Cela risque d'imposer des choix drastiques en matière de capacités. Dans ce cadre, le rôle de l'OTAN peut être de créer les conditions propices à l'intervention des autres acteurs à condition que cela soit défini dès la phase de planification. Enfin l'OTAN est déjà un acteur en matière de reconstruction d'après conflit. Faire néanmoins de celle-ci une priorité au même titre que la sécurité, la dissuasion et la défense ou bien les partenariats avec les autres acteurs exigeraient une modification du caractère organisationnel et une expansion majeure de la mission de l'Alliance dont on peut penser qu'elle n'est pas forcément à l'ordre du jour. Pour conclure la question est posée. Les réponses sont en partie formulées ou en cours d'élaboration. L'ensemble repose évidemment sur le rôle dévolu à l'OTAN par les nations qui y participent, dans le cadre de son futur concept stratégique. Dans tous les cas, quelque soit l'organisation adoptée, il est certain qu'il faudra optimiser au maximum les capacités tant militaires que civiles complémentaires pour pouvoir atteindre le niveau d'ambition qui sera défini.



© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre



PC interarmées pour l'exercice Nothern Tremor en décembre 2008

© Jean-Baptiste TABONE/SIRPA Terre

4. L'Afghanistan : concrétisation et limites de l'approche globale

Concernant l'Afghanistan où j'ai été commandeur régional centre (province de Kaboul), je voudrais souligner que la situation actuelle résulte essentiellement de raisons d'ordre politique. Toutefois, en avance de la phase 4 du plan déclenché en 2003 lors de l'engagement de la FIAS, le transfert d'autorité en matière de sécurité dans la province de Kaboul a été effectué. Les Turcs qui nous ont succédés à la tête du RCC, sont désormais en soutien des forces de sécurité afghanes dans la province de Kaboul. L'état de corruption de nos interlocuteurs de la police ou de l'ANA n'est pas flagrant dans la manière dont ils travaillent sur le terrain avec les unités de la FIAS, Kaboul représente quand même quatre millions d'habitants sur à peu près 30 millions et connaît donc d'emblée tous les problèmes de criminalité d'une grande métropole. Je voudrais également souligner, ce qui a été fait en termes de reconstruction et d'aide au développement par l'ensemble des acteurs notamment turcs et italiens dans la province de Kaboul en particulier dans le district de Musahi qui était un des deux points difficiles de la zone. Des progrès ont été accomplis surtout en matière de soutien à la population même si ce qui ne fonctionne pas est toujours souligné. Il y a des projets de développement à court et moyen terme. Par ailleurs les actions d'aide au développement avec une implication des autorités

gouvernementales afghanes en charge de ces projets en Kapisa Surobi, menées par la nouvelle Task Force Lafayette montrent une bonne cohérence entre dispositif militaire et projet civils à moyen terme. La participation de l'ambassade de France alliée aux fonds obtenus, entre autres, grâce à Monsieur LELLOUCHE a permis une collaboration inter agences qui est certes embryonnaire mais a au moins le mérite d'exister. Elle s'est concrétisée par la mise en place d'un conseiller pour le développement civil aux côtés du commandant de la Task Force et devrait se développer davantage dans les mois et les années qui viennent.

De façon plus anecdotique, concernant les sociétés privées qui ne sont pas uniquement américaines, je parlerai de ce qui se passait dans ce secteur. Elles traitaient essentiellement de la garde de différents check-points et ont été de plus en plus remplacées par des policiers afghans dans la zone verte. Leur qualité, leur efficacité et surtout leur honorabilité ont été filtrées, officiellement par le gouvernement afghan, mais avec un fort engagement de la FIAS. Sans préjuger de ce qui a pu se passer ailleurs, je n'ai pas vu à mon niveau, d'influence de ces sociétés sur le déroulement des combats. Les actions étaient menées sur le terrain par les différentes unités du RCC dans le cadre des ordres de la FIAS, avec les forces de sécurité afghanes sans qu'elles ne soient contraintes ou modifiées par la présence de ces sociétés.

« Quels engagements

pour nos Forces terrestres dans un environnement islamique ? »

par Monsieur Benjamin Salama

« Il faut donc effectivement essayer de construire un Etat et une démocratie qui rassemblent le maximum de forces représentatives du pays, y compris ceux qui se réclament de l'islamisme lorsqu'ils renoncent au terrorisme. »



© Bruno Biasutto / DICOD

Je ne suis qu'un observateur, un journaliste. Je vais donc vous livrer le résultat d'un travail de quatre ans que j'ai concrétisé au travers de deux documentaires et d'un livre. Si vous le voulez bien, je vais parler du contexte islamique sans aborder l'engagement de nos forces. D'autres spécialistes présents le feront mieux que moi.

1. Ressentiment et humiliation : des origines historiques

Lors de mes voyages dans plusieurs pays musulmans, la plupart de mes interlocuteurs exprimaient deux sentiments : l'humiliation et le ressentiment. En effet, depuis la fin du

quinzième siècle, les musulmans ont vu leur civilisation régresser notamment depuis l'arrivée de forces occidentales en terres d'Islam. Jusqu'au début du 20^{ème} siècle, un ensemble musulman existait au travers de l'empire ottoman. Cet empire ottoman, qu'on appelait l'homme malade de l'Europe, faible face à l'Occident s'est maintenu jusqu'à la Première guerre mondiale puis s'est effondré. Pendant cette période de plusieurs siècles, les musulmans avaient l'impression d'être plus ou moins à égalité face à l'Europe et à l'Occident. Dans les années 1920, l'effondrement de l'empire ottoman puis du Califat Islamique en 1924, représentant l'ensemble des musulmans sur le plan religieux, a provoqué en 1928 la naissance en Egypte du premier mouvement islamiste moderne, les Frères musulmans. Jusqu'aux années 60-70, les nationalismes issus des luttes pour les indépendances tenaient le haut du pavé. Mais l'islamisme a toujours été présent dans l'ombre de ces nationalismes.

Prenons l’Egypte comme exemple. Depuis l’arrivée du Colonel NASSER en 1952, l’Egypte est gouvernée par des militaires dictateurs plus ou moins intelligents et ouverts. De fait, la démocratie pleine et entière telle que nous la concevons et telle que nous la vivons en Europe, n’existe malheureusement pas, ni en Egypte ni dans la plupart des pays arabo-musulmans. Les échecs des gouvernements successifs ont ouvert la voie aux mouvements islamistes.

2. La religion, refuge des frustrations du monde arabo-musulman

Ces contextes politiques locaux ont donc donné à partir des années 60-70, un coup de pouce extrêmement fort à la montée des islamistes. L’humiliation est devenue un sentiment partagé, ressassé, de génération en génération dans les

écoles, dans les mosquées et dans les médias. Elle s’accompagne d’un ressentiment des Arabo-musulmans à l’égard de l’Occident du fait de la perception d’une domination militaire, économique, culturelle. Ainsi, les médias arabes, en particulier un certain nombre de télévisions saoudiennes, se font l’écho d’une expression très forte de ce ressentiment. Face à cette faiblesse ressentie des musulmans, les mosquées constituent un refuge au travers de la religion. Cela explique ce retour en force de l’islam. Le raisonnement qui est souvent tenu d’une manière explicite ou implicite est le suivant : certes nous sommes faibles militairement et économiquement, certes notre culture n’est pas assez respectée alors que nous sommes envahis par la culture occidentale, mais notre religion est parfaite parce que c’est la dernière des religions monothéistes révélée. Les musulmans essaient de retrouver une fierté à travers leur croyance, à défaut

de la trouver grâce à une puissance militaire, une expansion et un bien être économiques. Ainsi, depuis à peu près trois décennies, les mosquées sont devenues le refuge de toutes les peurs et de toutes les haines.

3. Islamisme, pouvoir et terrorisme

A partir du moment où la religion est un élément fondamental d’une identité, elle est sujette à toutes les instrumentalisation par les différents gouvernants, présidents et monarques, mais aussi par les islamistes qui se réclament d’abord d’une idéologie politique. En effet, les islamistes sont en premier lieu des gens qui ont envie de prendre le pouvoir. Les références sont certes religieuses mais leur but est la prise du pouvoir et non pas la vie spirituelle à l’intérieur des mosquées ou dans la sphère privée.



Pendant longtemps les pouvoirs en place les ont laissé s'exprimer sur le plan politique dans les mosquées sans percevoir la menace que cela constituait pour eux. A la fin des années 70, l'arrivée de Khomeiny et la révolution

« A chaque attentat ou conflit, il faut essayer de trouver les racines dans les contextes politiques, souvent locaux »

islamique d'Iran ont libéré les énergies islamistes un peu partout dans le monde arabo-musulman. Nous sommes désormais dans une période où le regain de religiosité et la montée de l'islamisme sont extrêmement forts. Dans la plupart des pays, si aujourd'hui des élections libres avaient lieu, les islamistes arriveraient probablement au pouvoir parce que les forces d'opposition notamment laïques ont été malheureusement exterminées, exilées, emprisonnées. Il ne faut pourtant pas confondre l'islam et le terrorisme. Cette confusion donne une caution religieuse aux terroristes. Ces derniers, comme Al-Qaïda, ne sont ni des spécialistes religieux ni des théologiens. Ils se présentent sous ce jour à chaque fois qu'il y a un attentat, pour qu'on leur donne cette caution religieuse. Ainsi, ils passent auprès des masses musulmanes comme les fervents défenseurs de l'islam. Il ne faut pas tomber dans ce piège. A chaque attentat ou conflit, il faut essayer de trouver les racines dans les contextes politiques, souvent locaux. En Afghanistan aujourd'hui, la corruption et l'absence d'un État garant du droit et des libertés, et non l'islam, sont en

grande partie responsables de la montée d'une opposition islamiste matérialisée par les Taliban. Certes, il y a dans le Coran un certain nombre de versets qui peuvent prêter à discussion. Mais comme dans tous les textes religieux, tout dépend de l'interprétation. Toutes les religions ont connu à une certaine époque des violences en leur nom.

L'islam a également connu des périodes où il n'y avait pas cette violence. Il ne faut donc pas donner de caution religieuse aux terroristes.

4. L'Afghanistan vitrine de l'évolution de l'islamisme

Concernant la différence entre les Taliban de 2001 et les Taliban d'aujourd'hui, il faut se replacer dans le contexte qui prévalait à l'époque. En 2001, les Taliban étaient impopulaires et détestés par la plupart des Afghans. Notre intervention en Afghanistan a été approuvée et saluée par la majorité de la population et par la majorité des musulmans parce que l'élimination d'Al-Qaïda constituait l'objectif tel qu'il était défini par les Américains et toutes les forces présentes alors sur le territoire. Aujourd'hui, il semble que cet objectif soit passé au second plan. Le but politique des forces étrangères déployées en Afghanistan ne paraît pas clairement visible et lisible. S'il consiste à bâtir une démocratie, il faut définir avec quels démocrates. Pour les Afghans et pour les observateurs, ce flou qui règne autour de ces objectifs politiques rend la situation

difficile. Mais maintenant que nous sommes engagés, le retrait est plus compliqué. Il faut donc effectivement essayer de construire un État et une démocratie qui rassemblent le maximum de forces représentatives du pays, y compris ceux qui se réclament de l'islamisme lorsqu'ils renoncent au terrorisme. Les Islamistes modérés permettront de marginaliser l'islam radical et violent.

Ce qui se passe en Afghanistan est important pour le monde entier, y compris pour le monde arabo-musulman. L'effet miroir des résultats qui seront obtenus pèsera sur l'avenir des musulmans qui, il ne faut pas l'oublier, sont les premières victimes du terrorisme. Il ne faut pas renouveler l'expérience soviétique qui a abouti à l'émergence et à la victoire de l'islamisme radical dans ce pays. Cet épisode des années 1980 a propulsé l'islamisme radical bien au-delà des frontières de l'Afghanistan. Pour mémoire, les premiers Algériens à prendre les armes contre le gouvernement dans les années 1990 sont des anciens « Afghans », c'est-à-dire des jihadistes algériens qui avaient combattu dans les montagnes afghanes.



« Quelles évolutions pour ces paradoxes dans les engagements terrestres de demain ? »

par Monsieur Etienne de Durand

« L'impuissance de la puissance. »

© Bruno Biasutto / DICOD



Les paradoxes des interventions occidentales contemporaines

Avant d'entreprendre un exercice de prospective, il est indispensable de partir d'un bilan de la situation actuelle. Les interventions actuelles sont marquées par d'importants paradoxes, autrement dit par des caractéristiques qui semblent défier le sens commun. Parmi

ces huit paradoxes fondamentaux, certains sont inévitables et d'autres accidentels – autrement dit, certains de ces paradoxes tiennent à la nature même des interventions contemporaines ou aux rigidités héritées du passé, tandis que d'autres relèvent de l'insuffisance de nos dispositifs

militaires et civils et de l'incohérence de notre action. On relève souvent l'insuffisance des seuls moyens militaires et la complexité de ces situations, intermédiaires entre la paix et la guerre. Pourtant, ne nous trompons pas sur la leçon majeure des interventions actuelles : ce sont bien

des opérations de guerre qui se déroulent aujourd'hui en Afghanistan comme hier au Kosovo, et seuls les moyens militaires sont véritablement opérationnels, bien qu'insuffisants, en pareil contexte. Au final, cependant, la situation actuelle et les tendances qui se dessinent pour demain n'invitent guère à l'optimisme.

1. Constat initial : les paradoxes «objectifs» des interventions

Concernant les paradoxes objectifs qui tiennent à la nature des interventions d'aujourd'hui, nous avons coutume de présenter l'OTAN comme l'alliance militaire la plus puissante de l'histoire. Si tel est le cas, il y a tout de même de quoi être inquiet, puisque l'OTAN a eu le plus grand mal à triompher de la Serbie, qui ne fait pas vraiment partie des grandes puissances, et qu'aujourd'hui elle ne semble pas pouvoir se dépêtrer du conflit en Afghanistan. Pourtant, les mouvements insurgés en Afghanistan ne bénéficient pas d'un fort soutien auprès des populations locales, et ne sont pas massivement aidés par des puissances extérieures comme le Viêt-Cong pouvait l'être.

De manière générale, le bilan des interventions occidentales au cours des vingt dernières années n'est pas très flatteur : on a pu parler de «l'impuissance de la puissance». Par-delà le caractère facile de la formule, on se heurte à une réalité historiquement bien identifiée. Les guerres expéditionnaires opposent d'un côté des adversaires matériellement faibles, mais politiquement et idéologiquement forts, parce que motivés et luttant pour des intérêts vitaux, et de l'autre des grandes puissances qui n'engagent qu'une fraction de leurs ressources matérielles et surtout de leurs forces morales. Ainsi, les opinions publiques

occidentales perçoivent difficilement aujourd'hui en quoi la stabilisation de l'Afghanistan contribue à leur sécurité. Le premier paradoxe tient donc au décalage entre le discours officiel sur les «valeurs» défendues et la réalité des intérêts en jeu, qui demeurent limités. Au déséquilibre des moyens répond donc le déséquilibre des enjeux ou des intérêts : c'est le cœur de l'asymétrie contemporaine, au Liban, en Afghanistan et ailleurs, et rien n'indique cela soit appelé à changer.

Deuxième paradoxe, les opérations actuelles sont des opérations hybrides, à mi-chemin entre la paix et la guerre au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire la grande guerre de type occidental. Ce sont donc des opérations de stabilisation complexes.

Le troisième paradoxe procède en partie des deux premiers. La force militaire ne semble plus parvenir à produire le résultat politique recherché. Au mieux, à en croire le général britannique Rupert SMITH elle permet de créer une «condition» permettant d'aboutir progressivement à la paix si d'autres facteurs politiques, économiques, etc. sont réunis. A court terme, rien ne permet de penser que ces trois paradoxes objectifs soient appelés à changer.

2. De la difficulté à déterminer des objectifs précis

Plusieurs conséquences découlent de la situation précédemment décrite. Tout d'abord, les objectifs politico-stratégiques de nos interventions sont irrémédiablement flous et parfois contradictoires car il est vain d'attendre du décideur politique qu'il s'engage sur des objectifs plus fermes. Il est en outre difficile de les traduire en objectifs militaires au sens traditionnel du

terme. Rétablir la sécurité n'équivaut pas en effet à tenir le terrain ou à défaire l'armée ennemie. Ensuite, le sens même de la l'expression «rétablir la sécurité» peut varier selon la conception occidentale ou afghane tant elles sont tributaires des différences culturelles existantes. Enfin, les insurgés ne reconnaissent pas les critères de succès occidentaux, en particulier la convention selon laquelle la défaite sur le champ de bataille vaut acceptation des conditions politiques du vainqueur. Bien que cette attitude ne soit pas nouvelle, elle a été redécouverte depuis une vingtaine d'années.

3. Des moyens militaires et civils inadaptés ou inexistant

Je voudrais à ce stade faire quelques observations concernant nos outils d'intervention et en premier lieu l'outil militaire. L'utilisation des forces militaires comme moyen d'action privilégié dans ces crises oblige les armées à revoir leur mode d'action, et à combiner en permanence les missions de combat et de sécurisation, et les missions dites civilo-militaires (reconstruction économique et administration des populations). Ces dernières sont non seulement très complexes mais requièrent en outre le déploiement de moyens humains et financiers importants et dans la durée.

Or, quatrième paradoxe, la fin de la guerre froide et le double impératif de projection de forces et de transformation militaire ont conduit les Etats à réduire les budgets de défense et concomitamment à diminuer le volume des forces au moment où les interventions se multipliaient. Aujourd'hui, il semble que les limites de ce modèle soient atteintes. Il a fallu par exemple l'essentiel de l'armée de Terre



Opération STAIRWAY, CIMIC MEDCAP (action civilo-militaire médicale) près du village de Hagan en vallée d'afghanaya. Le médecin principal Vian de la TF KORRIGAN, responsable de l'opération MEDCAP et le MEDIC US CCH Ford

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

américaine mobilisable pour stabiliser la seule ville de Bagdad. En outre, les forces occidentales n'ont pas été conçues, équipées et entraînées au départ pour ces opérations de stabilisation. Le besoin d'adaptation à la logique complexe de la stabilisation et à chaque théâtre particulier est donc permanent.

Les instruments civils d'intervention sont dans un état bien pire. Paradoxe majeur : tout le monde évoque la dimension civile et militaire de ces interventions et souligne le caractère indispensable de l'aspect civil. En vérité, il n'y a à ce jour pratiquement pas d'instruments civils d'intervention viables. Ceux qui existent sont très largement inadéquats car ils ont été prévus pour des contextes permissifs. En France, la disparition du ministère aux Colonies, qu'il ne s'agit pas de ré-instituer, nous a privé d'administrateurs aptes à être envoyés dans une région

dont ils parlaient la langue. Aujourd'hui, un nombre extrêmement limité de personnes maîtrisant le dari ou le pachtoune ont été envoyés en Afghanistan par les Américains, les Britanniques ou les Français. Le ministère de la Coopération a transféré ses responsabilités à l'Europe lors de sa dissolution alors que le programme «Echo» n'a jamais été conçu pour opérer dans une zone de guerre. De fait, l'Europe n'a pas pris le relais et l'agence française de développement (AFD) non plus. Même dans des domaines où des capacités existent, comme c'est notamment le cas pour les forces de sécurité de type police et gendarmerie, le potentiel de projection de personnels adaptés demeure très faible en raison de contraintes à la fois légales, financières et de sécurité. Il est également très difficile de déployer un civil, même volontaire, dans une zone de conflit. Par conséquent, les volumes et les capacités présentes sur le terrain


sont extrêmement limités. Il s'agit tout au plus de quelques dizaines de personnes pour la France et de quelques centaines de personnes pour les Américains. Cela correspond à un bataillon de civils sur place en Afghanistan qui par ailleurs nécessite pour sa protection de faire appel à des sociétés de sécurité privées, source de corruption et de mauvaise image de marque. Il suffit de comparer les conditions de vie des policiers de EUPOL en Afghanistan avec celles des policiers afghans que cette mission forme. Enfin, dans ces zones, le besoin en reconstruction et en expertise est moins important que le besoin en gouvernance et en pilotage politique à l'échelle locale. Au final, il apparaît clairement que plus le besoin de ces capacités civiles est urgent, moins elles sont mobilisables : les armées doivent donc se substituer aux organismes civils défaillants.

4. Des évolutions positives possibles sous conditions

Il en va pratiquement de même pour la coordination interministérielle, à la fois en national et plus encore au niveau international. Les pays s'investissent en fonction des intérêts perçus et du consensus national à propos de l'intervention en cours : intérêts et consensus étant variables d'un pays à l'autre, mais généralement faibles, les niveaux d'engagements divergent et les restrictions à l'emploi («*caveats*») se multiplient – le Kosovo l'avait montré avant l'Afghanistan – rendant «l'intégration» des approches et même la simple coopération difficile voire illusoire. L'exemple des PRT en Afghanistan montre que l'intégration ne fonctionne pas, chaque pays menant sa propre politique. On touche ici au sixième paradoxe des opérations actuelles : plus l'intégration des moyens est nécessaire, moins elle est possible. L'approche intégrée que tous appellent religieusement de leurs vœux n'existe pratiquement pas sur le terrain.

Il faut d'ailleurs souligner que sécurité, gouvernance et développement se jouent sur des temporalités différentes. La sécurité se traite dans l'immédiateté, la gouvernance à court et moyen terme, le développement à long terme. L'aide humanitaire d'urgence dans laquelle les nations occidentales sont performantes, est fondamentalement différente du développement.

Le septième paradoxe reflète l'incapacité de la communauté internationale à proposer une solution politique viable, alors même que la gouvernance constitue l'élément capital. La communauté internationale n'a apporté la preuve ni en Somalie, ni en Afghanistan qu'elle était capable d'accompagner un processus local, et encore moins qu'elle pouvait construire un État.



« on s'engage et puis on voit »

A cet égard, l'imposition d'un ordre démocratique formel, manifesté par l'organisation d'élections libres, ne suffit pas et ne crée pas en tant que tel de la légitimité auprès des populations locales. Cette erreur est couramment commise.

Tout ceci procède, dernier paradoxe, de la faiblesse politique de nos engagements. L'exemple des pertes est symptomatique de cette vulnérabilité. Quand un pays est sensible aux pertes, du fait de l'éloignement du théâtre et de son opinion publique, il va adapter ses modes d'action militaires en conséquence et les faire reposer avant tout sur la protection et la puissance de feu, au risque de commettre des erreurs qui peuvent lui aliéner le soutien de la population locale. Il va également modifier ses modes d'action civils. Il faut ainsi en prendre conscience avant d'intervenir pour bien réfléchir aux conditions de cette intervention et choisir soit de mener un engagement à minima mais inscrit dans la durée soit de procéder à une intervention lourde en sachant que les opinions publiques vont se lasser et n'accepteront des pertes et des dépenses élevées que pendant quelques années. Ce choix implique évidemment au préalable une lecture fine du théâtre d'intervention.

5. L'Afghanistan : objectifs flous et compromis politiques

Tous ces paradoxes sont à l'œuvre à des degrés divers dans le cas de l'Afghanistan : il est clair en

particulier que cette intervention n'a eu jusqu'à récemment ni pilote, ni ligne directrice, parce que l'objectif affiché n'était pas clair. Il y avait en réalité plusieurs objectifs : celui d'*Enduring Freedom*, dirigé contre Al-Qaïda, et celui de la FIAS, rajouté après coup sans réelle volonté et sans dessein politique. La communauté internationale politique reprend sans toujours le savoir la maxime de Napoléon «on s'engage et puis on voit». De prime abord et s'agissant des objectifs, il faut s'interroger sur les raisons qui sous-tendent l'intervention au niveau national. La réponse permet de déterminer si cette action est liée à la sécurité nationale, aux enjeux politiques ou aux contraintes d'une alliance. Elle permet d'arrêter les objectifs stratégiques de l'intervention et par voie de conséquence les postures militaire et civile qui vont être adoptées. Pour la plupart des pays européens, cette clarification n'a malheureusement jamais été faite au sein de l'OTAN. Le problème des *caveats*, des restrictions à l'emploi des forces, en découle. Ils sont à peu près inévitables dans ce genre de circonstances. De fait, l'Alliance devient une «coalition of the unwilling and the incompetent». Enfin, la réponse à ces questions est soumise au primat fondamental de la politique intérieure et conditionne littéralement les prises de position au plus haut niveau en fonction des réactions anticipées de l'opinion publique. L'Afghanistan constitue une fois de plus un très bon exemple. En effet, le président OBAMA est en train d'essayer de dessiner une voie moyenne entre les demandes du général MCCRYSTAL (qu'il a lui-même mis en place et qu'il ne peut donc pas complètement désavouer), qui sont soutenues par les Républicains, et ce que veut sa base politique, c'est-à-dire un retrait d'Afghanistan. La solution qui sera

adoptée ne sera pas par définition une solution optimale pour l'Afghanistan, parce qu'elle sera le fruit d'un compromis enraciné dans la politique intérieure américaine. Sans doute aurait-il été possible en 2002 de s'engager massivement dans tous les domaines, mais il est désormais trop tard pour s'engager dans cette voie. En effet, les opinions publiques, notamment américaine (son avis est déterminant), ne sont pas prêtes à accepter une telle orientation. Par conséquent, une analyse réaliste montre qu'il est trop tard pour faire du « nation building » en Afghanistan.

6. Pas de retrait à court terme

La question du retrait d'Afghanistan est délicate. Sur le plan militaire, cela change complètement la donne à partir du moment où le signal est envoyé. Quelques aspects bénéfiques pourraient émerger. Il est possible par exemple que le gouvernement

KARZAÏ fasse preuve de plus d'efficacité et de rigueur dès lors que le départ des Occidentaux semble imminent. Si d'un côté l'annonce de départ constitue un ultime levier, elle risque également de se traduire par une dégradation de la situation politique en créant une instabilité encore plus grande que ce qui existe actuellement. Ainsi, avec la reprise de la guerre civile, le Pakistan devrait-il à nouveau miser sur les Taliban, comme il le faisait avant le 11 septembre. Il y a de très fortes chances pour que les Indiens, les Iraniens et les Russes aident quant à eux ce qui reste de l'Alliance du Nord.

Le danger d'une déstabilisation par ricochet du Pakistan deviendra très important. S'il y a aujourd'hui nombre de gouvernements occidentaux qui seraient tout à fait disposés à un repli, en raison des pressions de leurs opinions, ce repli ne peut s'effectuer que dans la durée et selon des modalités politiques et militaires viables. En revanche, un départ brutal est probablement la pire des solutions.

7. Le primat de la dimension nationale

En matière d'engagements militaires difficiles, je crois assez peu aux solutions collectives. Alors que la logique traditionnelle des alliances et des organisations multilatérales était d'accroître la puissance ou la légitimité des membres, on constate avec l'OTAN et dans une certaine mesure avec la PESD, que leur fonction première consiste souvent à diluer les responsabilités. De fait, la responsabilité devient nationale. La conduite de ce genre d'intervention, qu'elle soit limitée ou au contraire très ambitieuse, nécessite avant tout de disposer d'un processus de planification interministériel, civilo-militaire, au niveau national. En France, comme dans la plupart des pays y compris les Etats-Unis, ce processus n'existe dans aucun ministère mis à part le ministère de la Défense. Une fois cette étape franchie, il sera éventuellement possible de collaborer avec d'autres pays. A titre d'exemple, lors des réunions d'experts organisées par le général MCCHRYSTAL en juillet dernier en vue de redéfinir la mission de la FIAS en Afghanistan, les réunions se déroulaient en l'absence des représentants civils de l'ambassade américaine. En l'absence de réelle coordination interministérielle, il n'est possible de conduire une intervention que dans un contexte moins exigeant que l'Afghanistan : au Kosovo par exemple, il n'y avait pas d'insurrection organisée et la surface du théâtre était réduite. Toute prétention à changer de dimension implique une révision sérieuse des modes d'actions et des procédures, en premier lieu au niveau national.



A kapisa, le 27^e BCA surveille les crêtes dans une zone dangereuse

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

Allocution de clôture

par le général d'armée, Elrick Irastorza,
Chef d'état-major de l'armée de Terre



« Nous avons de bons soldats. Ils sont sensibles aux efforts que nous faisons pour eux mais ils sont tout aussi sensibles au soutien de leurs compatriotes. »

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de m'exprimer en conclusion de vos travaux et je remercie les initiateurs de ce colloque, le général OLLIVIER, commandant du CDEF, et Mr DARRASON, président de la compagnie européenne d'intelligence stratégique, ainsi que tous les partenaires qui ont bien voulu s'associer à son organisation.

Je remercie les intervenants français et étrangers, civils et militaires, de nous avoir fait partager leurs expériences et leurs réflexions. La pertinence de leurs analyses et de leurs témoignages vient étayer les travaux de réflexion prospective et de doctrine entrepris par le CDEF, travaux qui n'ont d'autre but que de permettre à nos soldats de préparer et de conduire les missions complexes qui leur sont confiées dans les meilleures conditions possibles.

Je sais que vos débats ont été riches, vous l'avez souligné, et que beaucoup a été dit au cours de ce colloque sur ce sujet d'une brûlante actualité, aussi vais-je seulement, au risque de vous décevoir, vous proposer de nourrir plus encore notre réflexion commune en vous donnant ma perception de nos engagements dits paradoxaux d'aujourd'hui et la façon dont nous les préparons.

En préambule, vous me permettrez de souligner que tout cela n'est pas très nouveau puisqu'historiquement la paix a toujours succédé à la guerre un peu comme le calme à la tempête (tout est affaire de temps) et les libérateurs de 1944 ont instantanément conquis les cœurs de la France libérée. Ce qui est plus complexe aujourd'hui c'est l'intrication de l'état final recherché, le retour à la paix, et d'opérations dont le succès dépend pour l'essentiel de l'adhésion des populations au profit desquelles elles sont conduites.

Mais cette intrication n'est pas nouvelle en dépit des différences de contexte. Souvenez-vous du lieutenant Terrier dans le film de Florent-Emilio SIRI «L'ennemi intime». Guerre d'Algérie.

1959. Appréhendant de retrouver sa famille au cours d'une permission compte tenu ce qu'il a vécu, le lieutenant Terrier se réfugie au cinéma. Et que clament avec cette emphase caractéristique de l'époque, les actualités Gaumont : «Dans le nord de l'Aurès, l'action de pacification n'est pas une action de conquête militaire matérielle. A l'abri de la sécurité ressuscitée, elle veut rallier les âmes et les cœurs». S'ensuit un ballet de moissonneuses batteuses au milieu des champs de blé qui nous ramène à des réalités plus concrètes : il faut bien manger !

Le regain d'intérêt pour les écrits et les expériences militaires d'un Galula ou d'un Trinquier nous renvoient sensiblement sous les mêmes cieux, à la même époque.

La problématique n'est donc pas nouvelle mais ce qui l'est finalement beaucoup plus, dans la conduite de nos opérations depuis le début des années 70, c'est l'exacerbation d'une violence anomique frappant sans discrimination nos forces tout autant que les populations, véritable enjeu de tous ces affrontements aujourd'hui. Il ne faut pas oublier qu'au cours des dernières

décennies, alors que s'éloignait progressivement le spectre de grandes confrontations brutales et massives, rendues hautement improbables par le fait nucléaire, notre engagement dans le règlement des conflits était souvent conditionné par l'obtention, sous la pression de la communauté internationale, d'un consentement plus ou moins spontané des parties prenantes au conflit. De fait, hormis quelques opérations de vive force que nous avons tous en mémoire, nous avons plutôt été confrontés toutes ces dernières années à des adversaires résiduels, à la volonté et aux capacités militaires toutes relatives.

Dans ces conditions, mener simultanément des opérations militaires, des opérations à caractère civilomilitaires ou favoriser le développement de projet de reconstruction civil restait à portée et était plutôt bien accepté par des opinions publiques dont la capacité de résilience s'émoissait insidieusement au fil des ans. Nous mêmes avons également pris quelques distances avec la dure réalité des affrontements violents. Ils nous sont désormais imposés, au jour le jour, par des adversaires tenaces, déterminés voire fanatisés, qui précisément refusent d'adhérer aux schémas de sortie de crise envisagés par la communauté internationale. Seule une approche globale nous permettra de sortir de ce type de conflit mais comment sortir de ce paradoxe qui fait que ceux pour qui nous combattons nous refusent, parfois contre toute attente, leurs cœurs. Au risque de vous paraître trivial, c'est qu'il nous faut bien admettre qu'il y a un lien direct entre le coeur et l'estomac, et une évidente complémentarité entre le fusil et la moissonneuse-batteuse dont je parlais tout à l'heure.



Les légionnaires neutralisent un engin explosif sur la piste

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

Tout n'est donc pas affaire de tactique militaire et je vais vous exposer comment nous nous efforçons de préparer nos hommes à relever leur part ce défi.

Bien honnêtement, je pense que par héritage, nos soldats sont plutôt bien préparés à la gestion de ces engagements paradoxaux. Mais il est aujourd'hui très clair que face à un adversaire particulièrement coriace, qui se fond au sein de populations qui en redoutent la violence pour ne pas dire la sauvagerie, il nous faut rééquilibrer nos comportements entre l'action de vive force et la simple présence dissuasive et rassurante, probablement au profit de la première.

Il nous faut pour cela coller à l'évolution du contexte de nos engagements, j'y fais souvent référence. Ils sont manifestement plus longs mais c'est surtout la **durée** de chaque séquence de combat qui doit faire l'objet d'une attention particulière. Nos soldats sont très souvent pris sous le feu des heures voire des jours durant, ce qui exige d'eux une solide endurance physique et psychologique et nécessite une préparation encore plus méticuleuse de chaque opération. Simultanément, ces affrontements sont devenus plus **durs** : si le niveau d'équipement reste généralement basique entre les cinquantenaires Kalachnikov et autres RPG 7, la plupart des insurgés de la planète savent désormais parfaitement tirer partie des dernières technologies pour améliorer leurs réseaux de communications et de propagande mais surtout peaufiner des engins explosifs qui usent les nerfs du grenadier voltigeur de pointe, tuent et mutilent les populations, et font que dans nos pays l'émotion a tôt fait de prendre le pas sur la raison. La **dispersion** de nos opérations sur 7 théâtres majeurs et la **diversité** de nos cadres d'engagement ne facilitent

pas la conduite d'une préparation opérationnelle qui doit être sans cesse adaptée aux contextes géographiques et humains et intégrer des règles d'engagement très différentes selon que l'opération est conduite par l'OTAN, l'Union Européenne, l'ONU, une coalition de circonstance ou un commandement uniquement national. Enfin, bien que devenu plus prégnant, le respect du droit a toujours été une donnée structurante de nos engagements : où qu'il soit déployé, le soldat français applique à la lettre les règles du droit international et national, et nos règles éthiques et comportementales si bien synthétisées dans notre code du soldat. C'est une donnée immuable de notre métier, car nous savons parfaitement qu'il n'y a pas, il n'y a jamais eu d'immunité pénale, disciplinaire ou professionnelle du militaire, tout comme nous savons parfaitement qu'à la guerre irrégulière il ne peut y avoir pour nos armées qu'une réponse régulière.

Dans ces conditions gagner simultanément les cœurs et les estomacs, n'est évidemment pas chose simple car pour l'insurgé de base il n'y a pas d'un côté le mauvais militaire en arme et de l'autre le bon, sortant de la même FOB, quasiment au même moment, avec ses projets à caractère civil dont il ne veut absolument pas entendre parler. En effet, pour lui, le second est idéologiquement bien plus dangereux que le premier car il sait que le jour où les estomacs seront rassasiés, il aura perdu sa guerre. Il n'y a donc pas d'autre issue que le traitement global de la crise mais qu'il est difficile de pourvoir simultanément à la sécurité et au mieux-être des populations ! Combattre le matin, rassurer par sa présence dissuasive le soir, réparer, soigner, construire, financer des

microprojets agricoles, éducatifs ou sanitaires n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Etre toujours sur la brèche casque vissé sur la tête et doigt sur la détente ne crée pas les conditions d'un retour à la normale, relâcher la pression parce que l'on sent que les choses s'améliorent expose au revers de fortune et à la vindicte.

Bien évidemment l'insurgé est parfaitement conscient de tous ces paradoxes et des dilemmes auxquels sont confrontés nos hommes sur le terrain et je ne vous cache pas, pour y être passé dans des contextes peut-être moins exigeants, que j'en suis plutôt admiratif. L'histoire en jugera. Pour permettre à mes hommes de répondre aussi efficacement que possible à ces défis d'une rare complexité, et porter leur part d'un fardeau qui doit être porté par d'autres acteurs, professionnels de la reconstruction sociale, économique et politique et de la sécurité publique, j'estime que mon action doit cibler prioritairement deux domaines : les capacités et la formation.



Je ne reviendrai pas sur le Livre Blanc si ce n'est pour souligner la difficulté qu'il y a, en termes de capacités, à faire la part des choses entre nos engagements opérationnels du moment qui vous ont occupés aujourd'hui et nos possibles engagements à un horizon plus lointain. Partageant avec Collin Gray la conviction que *«la guerre est plutôt affaire de contrôle de la population et par nécessaire conséquence, de contrôle*

«Il serait illusoire de prétendre vouloir trouver, à priori, des solutions infaillibles à toutes les situations auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, »

du territoire», j'estime que les choix de rééquilibrage capacitaires auxquels nous sommes en train de procéder sont pertinents pour mener nos actuels opérations à dominante «contrôle de zone» – ce qui veut dire pour reprendre la terminologie militaire, s'y déployer, en disposer librement, déceler toute tentative d'intrusion et s'y opposer – sans pour autant insulter un avenir qui pourrait bien être d'une toute autre nature.

Ont été préservés :

- L'infanterie qui alterne les actions de combat au contact soutenue par les tubes de la cavalerie légère et les missions de sécurité générale au milieu des populations.
- Le renseignement indispensable à l'évaluation de la situation et donc la prise de décision mais aussi à l'évaluation de l'évolution des cœurs et des esprits. La création des unités de renseignements de brigade place ces moyens dans la main du chef opérationnel au plus près des réalités du terrain. C'est vrai pour les drones tactiques mais aussi pour la guerre électronique de l'avant indispensable alors que se banalisent au fond des vallées les plus arides les moyens de communication de plus en plus performants de monsieur tout le monde.
- Les unités aéromobiles dont la réactivité et la puissance de feu n'est plus à souligner. Le déploiement du

Tigre avant même que ne soit officiellement prononcée sa mise en service opérationnelle apporte à nos unités l'appui réactif et puissant que nous n'étions pas en mesure de leur fournir et

me permet de souligner la réactivité des industriels et de nos équipages dès lors que la décision d'engagement a été prise.

- Enfin il est évident que les forces spéciales sont un indiscutable outil de décision dans leurs domaines d'action spécifiques. Reconfigurées au sein de régiments densifiés, nos capacités en systèmes d'information et de commandement et en moyens du génie ont globalement été préservées et vous me permettrez de souligner l'engagement de nos sapeurs dans la lutte difficile contre les IED et autres mines en tous genres, le plus souvent au bénéfice direct de populations qui n'en peuvent plus de voir leurs enfants mutilés.

Notre parc de chars lourds a été redimensionné au plus juste tandis que l'artillerie, plus sévèrement comprimée, procure à nos unités avec ses CAESAR, des appuis d'une instantanéité et d'une souplesse inégalées à ce jour en battant de ses feux puissants la quasi-totalité de la zone de déploiement de la TF La Fayette.

Nous poursuivons actuellement l'effort d'adaptation réactive entrepris au profit de toutes nos unités déployées en opération notamment en Afghanistan mais il nous faut aussi veiller à ne pas sacrifier l'avenir sur l'autel de l'immédiateté. C'est aussi une de nos responsabilités.

Pour améliorer les équipements de nos unités actuellement déployées nous avons dépensé plus de 200M€ en deux ans dans les domaines de la protection, de la puissance de feu, de l'observation de jour et de nuit, des SIC, des drones et bien sûr des équipements du combattant.

Cet effort sera poursuivi en 2010.

Mais un des paradoxes qu'il nous faut bien gérer également c'est que nous ne pouvons pas faire fi de l'avenir. Je vous renvoie à vos lectures habituelles pour prendre la mesure de l'effort fait par notre pays dans le contexte actuel, pour sa défense. L'armée de Terre en bénéficie quant à elle à un niveau qui a toujours été le sien à quelques points morts bas près, c'est-à-dire 19% des crédits d'équipement.

Nos soldats perçoivent les retombées de toutes les actions entreprises mais ils sont tout autant convaincus que leur meilleure protection, c'est d'abord leur préparation opérationnelle. Permettez-moi d'en dire quelques mots tant elle dimensionne le comportement de nos unités dans le contexte que nous évoquons cet après-midi.



Il serait illusoire de prétendre vouloir trouver, à priori, des solutions infaillibles à toutes les situations auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, **car la guerre n'a jamais obéi à des règles mathématiques** et reste ce qu'elle a toujours été, une confrontation de deux volontés cherchant à prendre l'ascendant l'une sur l'autre, quel qu'en soit le prix.

Nous devons néanmoins nous appliquer à réduire la part d'incertitude et d'impondérable au niveau le plus irréprochable, par une préparation opérationnelle sans concessions, une conduite rigoureuse et raisonnée des opérations, et d'indispensables périodes de récupération entre chaque mission.

Nos soldats conviennent eux-mêmes que la dure réalité d'affrontements plus sanglants est bien prise en compte dans leur préparation. Ce qui est beaucoup plus complexe c'est de leur faire percevoir, notamment aux plus jeunes, leur rôle spécifique dans la normalisation des situations.

Si je devais me risquer à quantifier les facteurs de succès des opérations (ou de ce type d'opérations) que nous menons actuellement, j'y mettrais :

- **60% de préparation minutieuse** de telle façon que nous puissions accomplir, quelles que soient les conditions d'engagement, les diligences normales pour reprendre les termes de l'article 16 de la loi relative au statut des militaires.
- **10% d'intelligence de situation**, ce qui semble peu mais est essentiel car il s'agit du plus difficile, en amont comme pendant l'action. Nous sommes là au cœur de la problématique les engagements paradoxaux. (exemple du lieutenant en patrouille ; en escorte).
- **10% d'instinct** pour sentir les choses et avoir, dans l'urgence, la bonne réaction. Mais l'instinct n'est pas chose inné, il n'est que la rémanence, la réminiscence de la chose apprise comme se plaisait à le répéter Napoléon.
- **10% de patience**. Il nous faut sortir de la tyrannie des délais à laquelle

nous avons été formatés, en faisant une meilleure analyse du facteur temps, pour éviter les revers de fortune par excès de vitesse bien sûr mais aussi pour nous mettre au rythme des populations au milieu desquelles nous sommes déployés : «vous avez la montre, nous avons le temps !»

Enfin, il y a une donnée que je me refuse de mettre en statistique, mais qui est une donnée essentielle le **courage** car nos soldats n'en manquent pas.

Construit pour répondre à l'ensemble de ces impératifs, notre préparation opérationnelle a tout d'un immeuble à 4 niveaux :

- Au rez-de-chaussée la **formation initiale** : instruire et éduquer de bons combattants, respectueux des lois et des règlements résumés dans le code du soldat.
- Au premier étage, **les missions communes de l'armée de Terre** : donner à toutes les unités l'aptitude à assurer leur propre sauvegarde et à accomplir des missions basiques, soulageant ainsi une infanterie très sollicitée par ses missions spécifiques.

Au deuxième étage la **maîtrise du cœur de métier** : Il s'agit de se préparer à **une guerre** générique qui peut requérir la mise en oeuvre de la combinaison de nos capacités dans des ensembles de manœuvres complexes (division OTAN, brigade...).

- Au troisième étage enfin, la **préparation à la guerre du moment** : différenciée selon les exigences de chaque théâtre, afin de mettre les unités dans l'esprit de leur mission et de les préparer techniquement et tactiquement, en y consacrant tous les efforts nécessaires. Préparer l'Afghanistan demande 6 mois et n'est pas préparer la Guyane, et nous ne pouvons pas nous permettre de disperser des ressources.

Dans le cadre des guerres paradoxales qui ont retenu votre attention aujourd'hui reste maintenant à faire le plus dur, notamment pour le jeune chef au contact des réalités : discerner dans la complexité, décider dans l'incertitude et agir dans l'adversité.



Rencontre avec un jeune enfant

© Jean-Raphaël DRAHI/SIRPA Terre

« La supériorité dans l'armement peut accroître les chances de succès à la guerre ; en elle-même elle ne gagne pas les batailles »



Entraînement d'une FGI

© Olivier DUBOIS/SIRPA Terre

On me demandait récemment quelle était la qualité la plus emblématique de nos soldats. Je crois que ce qui fait le soldat Français, c'est son aptitude à la réversibilité en fonction des situations, à passer dans l'instant d'une posture de combat à celle d'une présence amicale, à l'anticiper, à en prendre le risque. Je ne vois guère d'autres alternatives si l'on veut, comme Collin Gray que je citais tout à l'heure «*obtenir quelque chose qui ressemble à la victoire décisive*». Cette faculté d'adaptation est probablement le fruit de la vieille histoire de notre pays et de son armée, avec ses heures de gloire et ses heures sombres mais quelles sont les armées qui n'ont pas eu leur vallée de la Drang ?

Je vous livre enfin cette phrase que le maréchal Lyautey avait coutume de prononcer au Maroc au début des années 20. Elle me semble parfaitement résumer l'état d'esprit qu'il nous faut entretenir pour répondre aux paradoxes des guerres d'aujourd'hui : «*Tout officier sait*

s'emparer d'un village à l'aube, mais moi je cherche des officiers qui savent s'emparer d'un village à l'aube et y ouvrir le marché à midi».

Nos officiers le font plutôt bien, nos soldats le font plutôt bien mais très franchement il n'y a rien de plus difficile et de compliqué à mettre en œuvre.

Vous me permettez donc de conclure en leur rendant un hommage très appuyé, et d'avoir une pensée toute particulière pour ceux d'entre eux qui nous ont quittés cette année ou ont été blessés en allant au bout de leur engagement au service de la France, de la sécurité des Français et des populations au profit desquelles ils mènent un bien difficile et trop souvent bien incompris combat. J'y associe naturellement nos camarades des autres armées et des pays alliés.

Les uns et les autres nous ont rappelé, s'il en était besoin, que lorsqu'on choisit ce métier on ne choisit plus ses missions sinon il faut avoir le courage

de changer de métier. Nous avons de bons soldats. Ils sont sensibles aux efforts que nous faisons pour eux mais ils sont tout aussi sensibles au soutien de leurs compatriotes. Eux aussi ont parfaitement perçu que la capacité de résilience de nos pays était devenue un des enjeux majeurs des toutes prochaines années. Encore une autre bataille pour la conquête d'autres cœurs...

A nous tous d'y porter l'attention qui convient car nos engagements d'aujourd'hui et de demain s'accommoderont toujours de ce mot d'Antoine de Jomini : «*La supériorité dans l'armement peut accroître les chances de succès à la guerre ; en elle-même elle ne gagne pas les batailles*».

Je vous remercie.

DOCTRINE

TACTIQUE



THALES

nexter
SYSTEMS



C.D.E.F
Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces